

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PADOVA

DIPARTIMENTO DI SCIENZE POLITICHE, GIURIDICHE E STUDI
INTERNAZIONALI

Corso di laurea *Triennale* in
Scienze politiche, relazioni
internazionali e diritti
umani



Le rôle de la france et des etats-unis dans l'évolution de
l'insecurité et l'instabilité politique en haiti

Relatore: Prof. Marco Mascia

Laureando: Edson Gerald Alezy Alezy
matricola N.1194988

Anno 2022-2023

Le rôle de la France et des Etats-unis dans l'évolution de l'insecurité et l'instabilité politique en haiti

Avant-Propos

Cette thèse a pour objectif l'obtention du diplôme de fin de cycle en sciences politiques, relations internationales et droits humains. Il étudiera le rôle (passif ou actif) des pays, principalement de la Caraïbe, dans l'évolution de la situation actuelle d'Haïti. L'idée de cette thèse m'est apparue comme une évidence vu la situation dégradante dont je fus moi-même victime et aussi le fait d'étudier un cas en pleine évolution de mon propre pays.

En effet, depuis 2004, la situation du pays n'évolue pas, si ce n'est que pour empirer, sachant que des plans de prévention à l'insécurité ont été discutés à l'international dans le cadre de programmes d'aide et d'assistance à l'égard du pays et ceci depuis 2007. Notre insécurité et notre pauvreté sont devenus des modes de vie du quotidien des Haïtiens et fait presque, si ce n'est totalement, partie de l'identité de la nation.

Cette étude se veut être une contribution devant permettre de mettre en relief les différents obstacles, mais aussi de pointer du doigt les failles dans les différents plans d'assistance. Ainsi, des solutions sont proposées pour lever ces obstacles, en particulier ceux qui sont liés à la communauté internationale.

Ces difficultés ne manquent pas. Elles concernent particulièrement la disponibilité de données fiables et actuelles. Elles concernent également la disponibilité des agents qui prennent les décisions dans l'étude des cas et des plans d'intervention et de prévention, surtout contre l'insécurité. Cette dernière situation nous oblige à regarder d'un regard clair et objectif les problèmes du pays et fournir des réponses et pourquoi pas des solutions.

Résumé

Beaucoup de pays, d'organisations non gouvernementaux et de coalitions tentent de s'opposer aux conditions de vie désastreuses des Haïtiens. Afin de parvenir à des résultats, ils ont lancé des programmes d'alimentation, de renforcement sécuritaire de soutien au maintien de l'ordre sur l'île etc. Pourtant, à l'heure actuelle, la situation au sein de la nation n'a jamais été aussi désastreuse, ce qui provoque un effet papillon tant bien qu'au niveau économique qu'au niveau social. Si ces pays souhaitent vraiment nous aider, beaucoup de points seraient à revoir dans leurs plans de soutien.

L'objectif de cette étude est de faire le point sur la situation, comprendre en quoi certains programmes ont échoué, qu'est-ce que nous a apporté certaines interventions, ce qui a été efficace au niveau social et économique, La problématique est par conséquent la suivante : *ces programmes sont-elles efficaces ? si non, pourquoi ? qu'est-ce qu'il faut modifier ou même changer complètement, ou encore quelles interventions devraient être menées, mais qui n'en ont pas été ?*

Remerciements

Je tiens à remercier Dieu de m'avoir donné la force de continuer pour arriver à ce point dans ma vie, je remercie mon professeur de référence Dot. Marco Mascia, pour m'avoir accompagné, guidé et aidé quand j'en avais besoin, je tiens à remercier tout ceux qui ont été d'une aide psychologique au cours de cette épreuve, je tiens entre autres à remercier l'association ROSAGALA pour m'avoir permis de venir en Italie pour pouvoir suivre un parcours universitaire, je remercie tout ceux qui ont cru en moi et je remercie mes parents pour l'éducation et le courage qu'ils m'ont octroyé qui m'a guidé et qui m'a aidé à tenir bon. C'est grâce à vous tous, et je vous dédie ce travail

Indices

1. LA COUVERTURE	1
2. LES PAGES LIMINAIRES	2
2.1. Les pages de garde.....	3
2.2. La page titre.....	4
2.3. Avant-propos.....	5
2.4. Le résumé.....	6
2.5. Les remerciements.....	7
3. LE CORPS DE LA THÈSE	
PREMIERE CHAPITRE	
3.1. L'introduction.....	10
3.2. Analyse des faits conduisant à une situation chaotique en termes de sécurité et d'instabilité politique	
3.2.1. Une démocratie alternative.....	12
3.2.2. La pauvreté.....	17
3.2.3. Principes éthiques et moreaux.....	22
3.2.4. Conclusions.....	22
DEUXIEME CHAPITRE	
3.3. Introduction à une instabilité politique et économique	
3.3.1. La réinsertion d'une démocratie alternative après l'exil de Jean Claude Duvalier(Baby Doc).....	23
3.3.2. La corruption au sein du gouvernement.....	32
3.3.3. Contrôle des actions gouvernementales par des entités extérieur.....	37
3.3.4. La production nationale.....	39
➤ L'agriculture de subsistance.....	39
➤ Contrôle des productions et services par le privé ou l'étranger.....	43
3.4. Un pays meurtri par la violence	
3.4.1. Création des bandes armées.....	44
3.4.2. Introduction d'armes et de munition sur le territoire national.....	45

3.4.3. L'incapacité des forces légales à maintenir la paix.....	47
3.5. L'organisation des nations-unies (ONU), le CARICOM et les ONG	
3.5.1. La mission des nations unies pour la stabilité en haiti (MINUSTAH-ONU).....	48
3.5.2. Le rapport de haiti avec le CARICOM.....	50
3.5.3. La mission des ONG en Haiti.....	51
TROISIEME CHAPITRE	
3.6. La situation post-séisme du pays	
3.6.1. Situation politique.....	54
3.6.2. Situation économique.....	55
3.6.3. La sécurité collective.....	56
3.6.4. L'éducation.....	56
3.6.5. Le tourisme.....	58
3.7. La conclusion.....	59
4. LES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	61

Première chapitre

3.1 Introduction

Pour parler de la situation actuelle d'Haïti il faudra remonter très loin dans l'histoire.

Après la libération d'Haïti en 1804 de l'esclavagisme française, il nous est imposé une dette colossale, la somme de 150 millions de francs or a été imposé par la France comme indemnisation, Cette somme représente « l'équivalent d'une année de revenus de la colonie aux alentours de la Révolution, soit 15 % du budget annuel de la France » selon l'écrivain haïtien Louis-Philippe Dalembert. Pour contraindre Haïti à signer l'accord, la France impose un blocus maritime et place l'île sous la menace d'une flotte composée de 14 bâtiments de guerre armés de 528 canons. Une action injustifiée et illégale justement mais qui a quand même plongé Haïti dans une cascade de dette interminable, Haïti n'arrive pas à régler l'indemnité et les intérêts des emprunts. Dans le même temps, les recettes ravagées par la guerre et le blocus, fondent. Le cours du café baisse. Haïti est dans l'incapacité de payer.

Un accord n'apparaît qu'en 1838. Alors que 30 millions avaient été versés mais avec retard de plus de dix ans sur les échéances prévues, le gouvernement français accepta de limiter le reliquat de dette à 60 millions de francs. Ce total de 90 millions, sensiblement le montant de la vente de la Louisiane, correspond au douzième du budget annuel de la France de l'époque (en 1830, recettes : 1 020 052 843 francs ; dépenses : 1 095 142 115 francs). Ce montant représente aussi le vingtième environ de la valeur des terres de Saint-Domingue à la veille de la Révolution française, en ne comptant pas celle des habitations des propriétaires mulâtres et noirs restés sur place en 1804.

La dette est soldée en 1883, mais les agios de l'emprunt ne seront réglés qu'au milieu du XXe siècle.

C'est en fait une arme à double tranchant, qui perpétue cette cascade jusqu'en 1915, qui marque l'arrivée des américains. Le 28 juillet 1915 lorsque 330 Marines américains furent envoyées par le président américain Woodrow Wilson pour débarquer à Port-au-Prince, Haïti, afin d'y protéger les intérêts économiques américains. Un premier débarquement, à partir de l'*USS Montana*, avait déjà eu lieu le 27 janvier 1914, qui, en passant n'arrange pas la situation du pays.

Entre 1911 et 1915, Haïti vit sa présidence changer six fois de mains à la suite d'une série d'assassinats politiques et d'exils forcés. Un certain nombre d'armées révolutionnaires furent responsables de ces coups d'état. Chacune d'entre elles était formée de *cacos*, paysans-bandits issus des montagnes du Nord, le long de la poreuse frontière avec la République dominicaine, recrutés par des factions politiques rivales sur la base de

promesses pécuniaires et de perspectives de pillage, qui seraient assurées en cas de succès du coup d'état.

Les États-Unis étaient particulièrement préoccupés par le rôle (réel et imaginaire) joué par l'Empire allemand, intervenu plusieurs fois durant les précédentes décennies dans les Amériques, y compris en Haïti. Ce pays européen cherchait à entretenir, loin de ses bases, une certaine influence en tant que puissance rivale de plus en plus hostile à la domination américaine, alors régie par la doctrine Monroe. Lorsque éclata la Première Guerre mondiale, l'importance stratégique de l'île d'Hispaniola, avec sa main-d'œuvre et ses richesses abondantes, ainsi que ses ports, fut compris par la plupart des parties prenantes dans les Caraïbes, notamment les marines allemande et américaine. Par conséquent, sur l'île d'Hispaniola, les investissements allemands, autant sur le plan militaire que sur l'espionnage, furent considérables. Ces investissements entraient dans le cadre d'un plus large réseau d'espionnage et d'intérêts militaires établi en Amérique latine et aux Caraïbes durant la fin du XIX^e siècle, des années 1900 et 1910.

Parce que oui en effet avec la *National City Bank* qui a perpétué la tradition en imposant des emprunts à Haïti en 1922, on se voit retirer ¼ de la revenue du pays sur une période de 10 ans entre remboursement et taxes.

Avec notamment la main basse faite sur les douanes et finances du pays en échange de la reconnaissance du gouvernement montant, celui de Vilbrun Guillaume Sam, la création de la « banque nationale de la république d'Haïti (BNRH) » par la « Citi Bank »

Avec ces situations désastreuses, on voit déjà la pointe de l'iceberg en ce qui concerne la chute de l'économie haïtienne. Sur cela s'ajoute la montée de François Duvalier au pouvoir en 1957 avec le régime du Duvaliérisme qui pour le coup était despotique, après la tentative de coup d'État d'Alix Pasquet à l'encontre du papa Doc il est devenu un dictateur sanguinaire tuant quiconque s'opposant à son idéologie ou son gouvernement, et pour cela il a créé sa propre police nommée d'après une histoire racontée à celui-ci par sa propre mère nommant un homme qui lui enlèverait s'il continue à créer des problèmes le fameux « Tonton Macoute ».

Le règne des Duvaliers en 1957 à 1971 (Papa Doc) puis de 1971 à 1986 (Baby Doc) a fait connaître un des moments de terreur au cœur de la population haïtienne après celle de l'occupation américaine de 1918 à 1934.

Avec l'entrée de Jean-Bertrand Aristide au pouvoir (pour la 3^e fois), cela n'a pas arrangé la stabilité politique et sécuritaire du pays. Surtout avec sa demande de restitution de des dettes imposées par la France à Haïti qui s'est élevée à un montant estimé à 21 milliards de dollars (US), qui a suscité une gêne notamment pour la France qui a essayé d'étouffer ce lien avec l'aide des Américains d'où son coup d'État en 2004, qui a été l'un des périodes le plus sombre de l'histoire moderne d'Haïti.

Après son départ, il y avait un Haïti meurtri par la violence, les groupes armés se comptaient par dizaines partout dans le pays notamment dans la capitale. Ce qui a rendu le développement économique très difficile notamment par le blocage du tourisme, les industries et tous autres business qui fermaient leur porte face à l'insécurité. Et surtout la difficulté d'organiser des élections.

À la suite de ça, une paix passable sous l'administration du président Michel Joseph Martelly qui, toutefois, a vu son gouvernement crouler sous des accusations de corruption et de vol, notamment avec l'affaire du CARICOM.

Et avec l'administration et la mort du président Jovenel Moïse, qui a connu des moments très difficiles notamment à cause de l'opposition qui remettait constamment l'intégrité et les intentions du président en question et son manque de compétences face à des besoins basiques de la population, nous avons fait vivre un moment de panique, de folie et de trouble jusqu'à l'arrivée de sa mort le 7 juillet 2021 dans sa résidence dont l'enquête est au point mort.

Avec tous ces désagréments au niveau politique, sans oublier les problèmes au niveau naturel tant qu'à cause des catastrophes et maladies, on se vient à demander si le pays n'est pas frappé par une malédiction.

3.2 Analyse des faits conduisant à une situation chaotique en termes de sécurité et d'instabilité politique

➤ 3.2.1 Une démocratie Alternative

Le 1er janvier 1804, Haïti proclame officiellement son indépendance de la France. Les esclaves en Haïti, alors connue sous le nom de colonie française Saint-Domingue, se sont rebellés contre leurs maîtres français de 1791 à 1804. Parce que Haïti était la colonie la plus riche de France et exportait des produits comme le sucre, l'indigo et le café, ils se sont battus pour le garder. Sous la direction de Toussaint L'Ouverture, ils réussirent à retirer leur autorité coloniale en 1804. Un moment crucial dans l'histoire a été la révolution haïtienne. Seulement 28 ans après les États-Unis, Haïti est devenue la deuxième république de l'hémisphère occidental et le premier État moderne à abolir l'esclavage. Il a également été le premier État à être fondé après un soulèvement réussi des classes inférieures (dans ce cas, les esclaves) (Reinhardt 247). Malgré le refus des États-Unis de reconnaître diplomatiquement Haïti, les deux pays entretenaient encore des relations commerciales. Avant le soulèvement, les États-Unis étaient le deuxième partenaire commercial d'Haïti après la France coloniale. Avec des politiques commerciales défavorables pour les Haïtiens, les États-Unis ont continué à importer des produits agricoles d'Haïti et à exporter ses propres marchandises vers ce pays tout au long du 19^e siècle. En fait, comparativement à d'autres pays d'Amérique latine, les États-Unis ont exporté plus de marchandises vers Haïti au milieu du XIX^e siècle. Le premier

siècle d'Haïti en tant que nation a été marqué par de lourds fardeaux et un développement stagnant ; il a été nécessaire de rembourser la France pour recevoir la reconnaissance diplomatique et a été diplomatiquement coupé de tous les autres pays. Après l'annulation des élections précédentes pour cause de violence, Haïti a tenu ses premières élections démocratiques en décembre 1990. Avec 67% des suffrages, les pauvres noirs du pays ont massivement soutenu l'élection du prêtre catholique Jean-Bertrand Aristide, qui est entré en fonction le 7 février 1991. L'armée haïtienne l'a forcé à démissionner le 29 septembre 1991 et a démissionné. Il s'est exilé pendant les trois années suivantes, mais est revenu en 1994 et a terminé son mandat jusqu'en février 1996. La nation était dans le chaos quand il a été exilé et les élections politiques qui ont suivi n'ont pas été reconnues par les commissions électorales internationales. De 1994 à 1997, l'armée américaine a occupé Haïti Les États-Unis ont eu un impact significatif sur le développement politique et économique d'Haïti au cours des 200 dernières années en tant que voisins proches du sud. Bien que peu connues aux États-Unis, les politiques commerciales des États-Unis, les occupations militaires et le rôle dans l'expulsion de Jean-Bertrand Aristide d'Haïti sont importants pour le développement d'Haïti, ou plutôt, leur absence. Les indicateurs économiques et sanitaires de Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, sont comparables à ceux de l'Afrique subsaharienne. L'histoire d'Haïti et les relations actuelles avec les États-Unis sont des considérations importantes dans l'évaluation de la situation actuelle du pays. En 2000, Aristide a remporté une autre élection présidentielle, recueillant plus de 92% des voix. Les années suivantes ont vu la violence et l'agitation politique en Haïti. Le 28 février 2004, Aristide a été enlevé du pays par les militaires haïtiens et américain et envoyé en Afrique du Sud, où il est toujours en exil.

Le rôle des États-Unis dans les deux coups d'État contre Aristide a été contesté. Aristide, entre autres, affirme que les États-Unis ont été directement impliqués dans son expulsion forcée du pays en 2004. L'armée haïtienne et le Service national de renseignement haïtien, mis en place et financé par la CIA dans les années 1980, étaient deux acteurs clés dans les coups d'État contre Aristide.

Washington ne peut pas se permettre de rester inactif dans cette situation. Ils doivent exercer des pressions sur lui parce qu'ils l'ont élu. Il ne peut pas passer inaperçu », a écrit Laura Graham, alors directrice de l'exploitation de la Fondation Clinton, à Bill Clinton au début de 2012. Graham faisait référence à Michel Martelly, le président d'Haïti, et à son comportement de plus en plus imprévisible et peut-être dangereux. Elle faisait référence au gouvernement américain, qui est intervenu par l'intermédiaire de l'OEA pour changer les résultats des élections du premier tour d'Haïti, faisant passer Martelly au deuxième tour, quand elle a dit, "Ils l'ont élu." Le courriel est l'un des nombreux courriels que Graham a envoyés à Cheryl Mills, première aide de Hillary Clinton et chef de cabinet adjointe de Bill Clinton le 26 février 2012, Hillary Clinton, secrétaire d'État, et Cheryl Mills, son assistante. La lettre est peut-être la preuve la plus convaincante à ce jour que des personnalités importantes, y compris celles du camp de Clinton, croyaient que

l'ingérence américaine dans les élections haïtiennes de 2010 avait un effet décisif. Les élections de 2010 en Haïti ont été un véritable gâchis. Des millions de personnes ont été déplacées ou autrement laissées sans voix aux élections, qui ont eu lieu moins d'un an après un tremblement de terre dévastateur et le président de l'époque, René Prével, a été accusé de fraude au nom de son candidat préféré, Jude Célestin. Le jour du scrutin, la majorité des candidats a tenu une conférence de presse dans l'après-midi pour critiquer le processus et exiger de nouvelles élections. Les élections avaient été financées par Washington et ses alliés, mais ils ont persisté et assuré les médias que tout allait bien. Les résultats préliminaires placent Célestin et le professeur de droit constitutionnel et l'ancienne première dame Mirlande Manigat en première et deuxième place, respectivement, mettant en place un second tour. Quelques milliers de votes derrière Martelly, elle a terminé troisième. La stabilité politique que les donateurs souhaitaient depuis longtemps mais n'ont pas réussi à favoriser a été menacée par des manifestations qui ont englouti la capitale nationale et d'autres grandes villes. Il y avait beaucoup sur la ligne, y compris l'argent et la crédibilité, avec Bill Clinton en charge d'une initiative internationale pour "reconstruire mieux" et des milliards d'aide étrangère sur la table. Des manifestations à grande échelle, parfois violentes, étaient menées par les partisans de Martelly, et les États-Unis ont accru la pression en contestant ouvertement les résultats quelques heures après qu'ils aient été rendus publics. En une journée, de hauts responsables du département d'État avaient commencé à planifier la disqualification de Célestin de la course avec des organisations du secteur privé haïtien. Le secteur privé a avisé RP [René Prével] que Célestin devrait démissionner. Le lendemain, Ken Merten, alors ambassadeur des États-Unis en Haïti, a écrit : « C'est énorme. Merten a affirmé dans sa lettre qu'il avait parlé directement au "camp" de Martelly et les a informés que Martelly devait "passer à la radio en disant aux gens de ne pas piller." Les manifestations pacifiques sont acceptables ; le pillage ne l'est pas. Malheureusement, beaucoup des remarques de Merten et les réponses ont été fortement modifiées. Finalement, le gouvernement haïtien a demandé à l'Organisation des États américains (OEA) d'envoyer une mission en Haïti pour examiner les résultats. Malgré l'absence de dépouillement ou d'analyse statistique, la mission a recommandé de remplacer. Toute décision quant à savoir qui devrait passer au deuxième tour serait fondée sur des hypothèses erronées étant donné le plus faible taux de participation à une élection présidentielle dans l'histoire récente de l'hémisphère et le fait qu'au moins 12 pour cent des votes étaient tout simplement absents.

Cependant, le gouvernement haïtien a subi des pressions croissantes pour suivre les recommandations de l'OEA. Néanmoins, la pression a commencé à monter sur le gouvernement haïtien pour accepter les recommandations de l'OEA. Leurs visas américains ont été révoqués et l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU Susan Rice est même allée jusqu'à menacer de réduire l'aide, même si le pays se remettait encore du tremblement de terre dévastateur survenu plus tôt cette année. À la fin de janvier 2011, deux mois après les élections, mais avant qu'une décision soit prise, Laura Graham a écrit à Hillary Clinton, l'aide de Cheryl Mills, pour prévenir que son patron, Bill Clinton [wjc],

serait très contrarié si certains visas étaient révoqués : Il y a des rumeurs selon lesquelles notre deuxième liste de visas et jmb [Premier ministre et co-président de la commission de reconstruction dirigée par Clinton, Jean Max Bellerive] en font partie. C'est un homme en conflit et il subit des pressions des deux côtés et nous croyons qu'il essaie d'aider.

Wjc sera extrêmement contrarié si cela se produit. Je ne pense pas non plus que vous devez annuler son visa. Je ne sais pas ce que cela vous rapporte. Éliminer Elizabeth Préval et la famille Préval. Au cas où vous ne le sauriez pas, je reste aussi chez lui ce week-end, donnant à WJC plus de visibilité. Mills a remis en question le "message" que Graham demeurant à la maison de Bellerive envoie, à laquelle Graham a répondu, "Pour le compte rendu, j'ai discuté de rester à sa maison avec u et wjc il y a longtemps et a été dit bonne valeur stratégique et ive [sic] y est resté chaque fois." La réponse de Graham suggère une certaine coordination entre la Fondation Clinton et le département d'État pour influencer la politique haïtienne "Pour le compte rendu, je suis toujours resté chez lui après en avoir discuté avec vous et WJC dans le passé et avoir entendu dire que cela avait une bonne valeur stratégique. Cependant, Mills fait remarquer qu'être chez Bellerive lorsqu'une décision concernant les élections est imminente enverrait le mauvais message. Quelles sont toutes les rumeurs que vous avez entendu à l'esprit ? Mills a demandé, ajoutant comme exemple, "que nous voulons exercer des pressions sur Célestin quand c'est la position brésilienne et de l'ONU." Sans aucun doute, le choix d'exclure Célestin et les efforts pour le faire impliquaient des hauts fonctionnaires brésiliens et onusiens. Edmond Mulet, commandant de la mission militaire de l'ONU en Haïti, a même suggéré en privé que Préval quitte le pays le jour des élections. Garry Conille, qui avait précédemment travaillé comme chef de cabinet de Bill Clinton alors que Clinton était l'envoyé spécial de l'ONU en Haïti, a été nommé Premier ministre en septembre 2011 après que les deux premiers choix de Martelly pour le Premier ministre ont été rejetés par le parlement. Selon des courriels, Graham examinait les candidats pour le premier ministre dès juin 2011 et avait présenté Conille. Des courriels révèlent que des employés du département d'État ont aidé à persuader les législateurs de soutenir Conille, qui devait être le partenaire de la communauté internationale dans le gouvernement haïtien pour aider à superviser le projet de reconstruction massive en cours. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Conille a quitté son poste le 24 février 2012, cinq mois seulement après son entrée en fonction.

Laura Graham a envoyé une lettre à Jon Davidson, le chef de cabinet adjoint de Bill Clinton, deux jours plus tard. Graham a exprimé son extrême frustration avec Martelly dans l'e-mail qu'elle a prétendu avoir écrit alors qu'elle était avec Conille et a clairement indiqué qu'il était à blâmer pour la démission de Conille. Conille avait commencé à examiner un certain nombre de contrats de reconstruction très médiatisés impliquant des entreprises dominicaines. Graham a également exhorté Bill Clinton à « convaincre » l'administration américaine de prendre des mesures pour contenir Martelly ou risquer les répercussions:

La communauté internationale, selon GC [Conille], a une chance de se joindre aux chœurs de groupes faisant pression sur MM [Martelly] à la suite de sa démission, y compris les médias, les entreprises, la société civile et le parlement. Il n'est plus en mesure d'utiliser la CHROMATOGRAPHIE GAZEUSE comme barrière. Il doit démontrer son soutien à la démocratie en agissant, sinon il y aura des répercussions. Il sera trop tard pour attendre que ce véhicule sans freins atteigne le bas de la pente. Vous pouvez aider à persuader l'IC et l'USG.

Graham a continué à conseiller à Bill Clinton d'aller avec son voyage d'investisseur en Haïti tout en appliquant simultanément la pression sur Martelly. Graham était également inquiet que leur nouveau copain Martelly, qu'ils avaient aidé à élire, recevait trop d'indulgence du département d'État:

Les États-Unis doivent faire un effort dans ce domaine, et je pense que Merten [ambassadeur américain] et d'autres à l'État suggèrent d'attendre. Washington ne peut pas se permettre de rester inactif dans ces circonstances. Ils doivent faire pression sur lui depuis qu'ils l'ont élu. Il faut l'arrêter ou bien. Il en va de même pour l'ONU. Mariano Fernandez, l'officier supérieur de l'armée de l'ONU à l'époque, devrait se comporter davantage comme un « mulet », un fonctionnaire de l'ONU qui a aidé au renversement de Célestin.

Graham était sans aucun doute en mesure de comprendre l'étendue de la participation des États-Unis à l'élection de 2010 compte tenu de ses contacts fréquents avec Mills et d'autres hauts fonctionnaires du département d'État ainsi que Bill Clinton, qui a été tenu bien informé, comme le démontrent clairement les e-mails. Aussi explicite que cela puisse être « Ils l'ont élu », bien qu'étant donné les courriels précédents, il aurait pu être plus correct de dire « Nous l'avons élu ». Cependant, il est évident que pousser Graham était le résultat de la démission de son collègue Conille.

Plus tard dans la soirée, elle a commencé un autre e-mail avec, « MM [Martelly] veut GC [Conille] de quitter le pays. » Selon Graham, Conille « la vie a été et est toujours menacée par des personnes liées à » Martelly, et Martelly « a déclaré personnellement qu'il fera tout ce qu'il faut pour prendre » Conille vers le bas. Graham a de nouveau remis en question la position de Merten sur Martelly:

Lorsqu'il a rencontré Merten hier, Merten était non seulement d'avis que « oh MM n'est pas un homme si horrible et il est meilleur que les présidents précédents », mais il n'a pas non plus discuté ni offert de protection. Les États-Unis, à savoir Cheryl [Mills], lui avaient promis immédiatement une sécurité soutenue par les États-Unis. La vie et le prestige du GC sont en danger chaque jour. Si quelque chose arrive à GC - pas même un arbre qui tombe accidentellement sur lui - MM doit être informé par les États-Unis ou l'IC ou bien MM subirait les répercussions.

Graham envoie un autre e-mail un peu plus tard, cette fois avertissant des tentatives de Martelly d'organiser des milices armées à travers la nation:

J'ai maintenant vu les informations authentiques fournies par la MINUSTAH (la mission militaire de l'ONU) et la preuve que des milices armées sont entraînées dans tout le pays, ainsi que la preuve que le palais les paie et les soutient. J'ai une réunion avec Mariano Fernandez demain, mais hier soir, GC m'a donné cette information, et il est clair à partir des documents et des images ce qui se passe.

À Carrefour (à moins d'une heure de PaP [Port-au-Prince]) et dans d'autres parties du pays, ils ont déjà commencé à parader dans les rues avec des armes à feu et à crier, dit Graham.

Après avoir lu l'audit préliminaire de Conille, qui « montre le niveau de corruption et l'arrogance dans leur [sic] manière dont ils l'ont fait », Graham écrit le dernier courriel une heure plus tard. Graham poursuit en disant

Pour empêcher la divulgation de l'information authentique (y compris probablement sa coupe), MM menace de poursuivre GC agressivement sur les contrats.

Tous les textes sont transmis à Mills et Hillary Clinton le lendemain par l'assistant de longue date de Clinton Oscar Flores. S'il vous plaît imprimer, répond Clinton.

Néanmoins, malgré les inquiétudes de Graham, la preuve apparente de la corruption, et la présence de milices armées, les États-Unis ont soutenu l'administration Martelly. Courriel de Graham sur le manque de Martelly de références démocratiques semble maintenant inhabituellement prémonitoire parce que son mandat a expiré en Février 2016. Martelly a commencé à gouverner par décret en Janvier 2015 après ses quatre premières années au pouvoir n'a vu aucune élection. Contrairement aux élections controversées de 2010, les élections présidentielles de cet automne ont été tellement entachées de fraudes et d'irrégularités qu'elles ont été complètement annulées, laissant Haïti sans un président qui a été choisi démocratiquement. Un deuxième tour, entre le successeur trié sur le volet de Martelly et un vieux copain de 2010, Jude Célestin, a été proposé par les États-Unis, qui a de nouveau exhorté à accepter les résultats malgré leurs défauts. Cependant, les Etats-Unis n'ont-ils pas obtenu ce qu'ils voulaient cette fois- ci ? En octobre, il y aura de toutes nouvelles élections.

➤ 3.2.2 **La pauvreté**

En Haïti, la pauvreté est un problème persistant qui affecte les gens sur une base quotidienne et a un impact important sur la façon dont ils vivent leur vie. Les populations les plus pauvres du pays connaissent fréquemment des problèmes de logement, de nutrition, d'éducation, de soins de santé, de taux de mortalité infantile et de préoccupations environnementales. Les mauvaises conditions de vie dans les régions plus rurales du pays ont longtemps été un problème pour Haïti, conduisant beaucoup de ses résidents à la capitale de Port-au-Prince. On dit que la pauvreté en Haïti est parmi les pires de l'hémisphère occidental.

Hispaniola était une île de magnifiques forêts tropicales et de plaines luxuriantes jusqu'à

l'arrivée des Européens, pillant et effaçant la population indigène. Avant l'arrivée de Christophe Colomb en 1492, l'île a été habitée et cultivée par des Caribéens indigènes pendant des décennies.

Peu de temps après, les Français ont perçu un pays d'opportunités après les Espagnols. En 1697, l'Espagne et la France se sont séparées de l'île d'Hispaniola, laissant les deux tiers orientaux sous administration française comme Haïti, et le tiers occidental sous la souveraineté espagnole comme la République dominicaine moderne. Le conflit armé, le travail forcé et la maladie européenne ont anéanti la population locale. Des milliers de personnes ont été enlevées d'Afrique et amenées sur l'île comme main-d'œuvre esclave après que la population locale a été pour la plupart éliminée. Certaines personnes pensent que l'utilisation généralisée du travail forcé en Haïti a été causée par l'amour du monde du café.]

Anciennement connu sous le nom de Joyau des Antilles, Haïti était la colonie la plus riche du monde. Haïti a contribué jusqu'à 50% du PNB de la France dans les années 1750. Le sucre, le café, le cacao, le tabac, le coton, l'indigo et d'autres articles exotiques ont été apportés par les Français. Les produits ont été transformés, emballés et distribués dans toute l'Europe en France. Cette petite colonie sur l'île d'Hispaniola a produit une richesse étonnante. Comment est-il possible qu'Haïti, qui était autrefois une source majeure de richesses, soit aujourd'hui la nation la plus pauvre de l'hémisphère occidental? Comment cette terre autrefois productive pourrait-elle rester pour la plupart inhabitée? Comment « Le joyau des Antilles » est-il devenu un endroit où les filles et les enfants se cachent dans la peur?

Haïti a une petite quantité de terres arables et un paysage plus vallonné que la Suisse. Les évaluations des sols effectuées par le département de l'Agriculture des États-Unis au début des années 1980 ont indiqué que 11,3 % de la superficie était très appropriée pour la culture, tandis que 31,7 % était acceptable avec certaines limites en raison de l'érosion, du terrain ou de la conservation. Les évaluations ont montré que 2,3% des terres étaient moyennes en raison d'un drainage inadéquat mais convenaient à la riziculture, tandis que 54,7% ne convenaient qu'aux pâturages ou aux cultures arboricoles en raison d'une forte érosion ou de pentes abruptes. Les estimations de l'utilisation des terres en 1978 ont montré que 38,6 % des terres n'étaient pas cultivées, 19,2 % des terres étaient des pâturages et 42,2 % des terres étaient cultivées de façon continue ou intermittente.

En raison de l'utilisation par les agriculteurs haïtiens de pratiques agricoles plus conventionnelles, l'utilisation d'intrants commerciaux, tels que les engrais, les pesticides, la mécanisation et l'irrigation, est rare. En raison des dépenses et du manque d'équipement moderne, Haïti utilise des techniques agricoles plus traditionnelles que tout autre pays de l'hémisphère occidental. Les petits agriculteurs ont également du mal à obtenir des prêts en temps opportun, ce qui limite leur capacité à tirer parti de

certaines cultures et de certaines saisons de croissance. Lorsque le prêt est offert, il le fait parfois à des taux exorbitants, ce qui a donné naissance au marché informel du crédit du quartier. Moins de 10% de tous les agriculteurs bénéficient de prêts accordés à l'industrie agricole par les principales institutions financières de l'État du pays. L'Office du crédit agricole, les sociétés de crédit agricole, les syndicats de prêt, les coopératives et les institutions fondées par des groupes non gouvernementaux étaient d'importantes sources de crédit.

Le World Factbook a évalué la production intérieure brute d'Haïti en 2015 à 18,54 milliards de dollars; Haïti a été classé 146e sur 230 nations. Bien qu'il ait l'une des plus fortes croissances du PIB dans la région, Haïti n'a pas été en mesure de réduire considérablement les taux de pauvreté.

En 2014, le TAUX national de pauvreté a été évalué par le PNUD à 58,6%, avec 24,7% des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Les 45% les plus pauvres de la répartition des revenus ont la même richesse que le 1% le plus riche des Haïtiens. Sur la base de la consommation, il existe une nouvelle base de référence pour la pauvreté en Haïti. 58,6% des Américains vivent dans la pauvreté, et 24,7% d'entre eux vivent dans l'extrême pauvreté.

De 47 % en 1993 à 88 % en 2011, le taux net d'inscription à l'école primaire a constamment augmenté. Les enfants qui ont reçu le vaccin contre la rougeole sont passés de 25,80 % en 1987 à 85 % en 2013. Dans les régions rurales, 75 % des accouchements ont encore lieu sans l'aide d'obstétriciens qualifiés. Près de 60 % des femmes des régions métropolitaines accouchent avec une aide médicale. Chez les jeunes Haïtiens âgés de 15 à 24 ans, l'incidence du VIH/sida s'est stabilisée, passant de 1 % en 2006 à 0,9 % en 2012.

Selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International, Haïti avait un score de 19 en 2014, ce qui le plaçait comme la quinzième nation la plus corrompue au monde, tandis que les États-Unis avaient un score de 74. Les perceptions de la corruption dans le secteur public à travers le monde sont mesurées par l'indice de perception de la corruption. Sur une échelle de 0 (extrêmement corrompu) à 100 (parfait), aucune nation ne reçoit un score parfait, et plus des deux tiers reçoivent un score inférieur à 50. (très peu de corruption).

Les études de Transparency International ont trouvé un lien direct entre la pauvreté et la corruption. Un pays peut éprouver des difficultés avec la corruption dans les domaines social, politique et économique. La capacité d'une nation à réussir peut être entravée par des problèmes tels que la corruption généralisée, qui peut également entraîner de faibles taux de croissance économique, une structure fiscale qui favorise les riches par rapport aux pauvres, une exécution inadéquate des programmes sociaux, une diminution des

dépenses sociales et un accès inégal à l'éducation.

Des études ont montré que les donateurs internationaux ont été lents à aider Haïti, principalement en raison de la perception de la corruption généralisée et des problèmes structurels dans la nation, malgré le fait qu'Haïti a un taux de croissance économique élevé pour la région, de nombreux programmes sociaux, et la diminution des coûts de l'éducation.

Moins de la moitié des 13,34 milliards de dollars américains estimés auraient été fournis deux ans après le tremblement de terre de 2010 en Haïti, qui a entraîné des pertes de 7,8 milliards de dollars, selon les Nations Unies. Moins de 5% de l'aide humanitaire a été dirigée par le gouvernement haïtien, qui est en grande partie à blâmer pour cela car il est considéré comme corrompu. Seulement 1 % de l'aide humanitaire engagée ou distribuée par les donateurs bilatéraux et multilatéraux en 2010 et 2011 a été promise au gouvernement haïtien en mars 2012, selon le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti.

Même parmi les pays pauvres, Haïti souffre depuis longtemps d'un taux de mortalité néonatale exceptionnellement élevé. En raison du système de santé médiocre d'Haïti, de l'extrême pauvreté et des effets de la pandémie de sida, le taux de mortalité infantile était de 53 pour 1 000 naissances vivantes en 2011. Selon une évaluation du PNUD de 2014, le pays a réalisé des progrès significatifs en termes d'indices de santé, la mortalité infantile ayant diminué de 44% depuis 1990, plus rapidement que la moyenne mondiale.

Les 10% les plus riches des Haïtiens gagnent 47,83% des revenus du pays, tandis que les 10% les plus bas reçoivent moins de 0,9%, selon la mesure du coefficient de Gini, qui place Haïti à 59,5.

Dans le secteur agricole, la stratégie de l'USAID vise à renforcer les marchés agricoles grâce à un meilleur accès aux marchés nationaux et internationaux, à accroître la productivité en introduisant de meilleurs intrants et une technologie améliorée, à stabiliser les coteaux au-dessus des plaines productives, et augmenter les revenus des agriculteurs par des moyens durables. En aidant les agriculteurs à transformer des cultures commerciales comme le cacao et la mangue ainsi que des cultures de base comme le maïs, le riz, les haricots et les plantains, l'USAID augmente également la rentabilité de l'agriculture.

Les facteurs qui causent la pauvreté en Haïti peuvent être classés comme culturels ou structurels. Ils sont également plus permanents et dépendent d'une foule de facteurs tels que les ressources limitées, le manque de compétences, les inconvénients de l'emplacement; et d'autres facteurs inhérents à la structure sociale et politique ainsi qu'aux causes transitoires qui sont principalement dues aux réformes de l'ajustement structurel et aux changements dans les politiques économiques intérieures qui peuvent entraîner des changements de prix, le chômage, etc.

Citant le Programme des Nations Unies pour le développement, Oxfam met en garde contre le danger d'écarter une hiérarchie de la pauvreté, qui exige l'identification et l'inclusion de tous les secteurs de la société; le rapport fait observer que les stratégies générales d'atténuation peuvent ne pas tenir compte des besoins de tous les pauvres. Selon le rapport, les plus pauvres parmi les pauvres sont les personnes qui sont les pires en termes de privations physiologiques, souffrant de pauvreté monétaire, d'exclusion sociale et d'un manque de liberté. Le rapport se termine par une définition des pauvres comme étant ceux qui sont au chômage et qui ne sont pas qualifiés, dont les repas quotidiens ne peuvent être garantis qu'avec l'aide d'autres personnes parce que leurs revenus sont maigres.

La Banque mondiale (en ligne) mesure la pauvreté en ce qui concerne la proportion de la population des pays en développement vivant dans l'extrême pauvreté économique comme « vivant avec moins de 1 dollar par jour ».

En Haïti, la conception d'une tranche de pauvreté primaire, par exemple, 1 \$ basé sur une norme de besoins minimums pour la nourriture, les vêtements, le logement, la santé et la scolarisation plutôt qu'un seuil de pauvreté servirait mieux (la bande de pauvreté primaire est une large marge de revenu / dépenses), un seuil de pauvreté est généralement défini comme un niveau minimum de revenu ou de dépense en dessous duquel une personne ou un ménage est désigné comme « pauvre ». C'est parce que la plupart des familles en Haïti n'ont pas de revenus ou ont des revenus inférieurs aux différents niveaux de pauvreté. Cela est particulièrement pertinent lorsque nous reconnaissons la difficulté de définir un minimum adéquat lorsque le niveau de vie lui-même change tout le temps.

Déjà avant l'occupation américaine la bourgeoisie du pays a été divisée entre des bourgeois allemands habitant sur le territoire national dont il s'occupait des quatre-vingts pour 100 de la manœuvre économique du pays c'est-à-dire ils avaient le contrôle sur la production etc. et notamment avec l'arrivée de la 2e guerre mondiale ils ont perdu cette influence et déjà c'était pas c'était pas un bon moment parce que tout de suite après on est rentré on est rentré en occupation américaine et après leur départ on est retourné notamment dans le même mécanisme c'est à dire la bourgeoisie haïtienne qui occupé 90% des ressources des ressources de de production import-export les douanes du pays ce qui laisse à la population les 10% qui ne représentait presque rien et qui ne peut pas qu'il ne peut pas aider l'économie nationale parce que l'état aujourd'hui ne contrôle rien au niveau de la production au niveau de l'import-export haïtien donc on a une bourgeoisie très florissante mais un état pauvre une situation qui est très désastreuse une situation qui est médiocre pour un pays une fois qui était numéro un de production de denrées Des Caraïbes.

Et avec l'assassinat du président au pouvoir ça n'a rien arrangé pas aujourd'hui on a plus de carburant l'inflation est arrivée à un taux de 29% aux dernières vérifications ce qui pousse les habitants à essayer de quitter le pays ce qui est contreproductif pour l'état en soi on a un gouvernement passif c'est à dire quelqu'un qui ne prend pas de décisions qui ne se met pas à la recherche une solution significative pour la situation actuelle.

Le président Préal a exhorté les Haïtiens à se rassembler à la suite des récentes tragédies et à entamer le processus de reconstruction de leur nation. Un tel effort peut-il réellement réussir ? Lors d'un récent événement organisé par le Groupe de travail sur Haïti de l'Institut, un groupe d'experts éminents a discuté de la difficulté de réduire la pauvreté en Haïti. Parmi les conférenciers invités : La discussion a été animée par Robert Perito, agent principal de programme à l'USIP et directeur d'Haïti Working. Les opinions des participants à la réunion sont exposées dans les paragraphes qui suivent.

➤ 3.2.3 **Principes éthiques et moreaux**

Avec les difficultés rencontrées au niveau des infrastructures au niveau de la pauvreté et au niveau de l'insécurité le pays préparer à un point ou les jeunes sont forcés de se chercher des occupations pour pouvoir subvenir à leurs propres besoins ont rencontré des difficultés au niveau des valeurs morales et au niveau des éthiques c'est à dire que pour les jeunes mâles ils sont prêt à tout faire pour survivre ça a rendu très populaire l'évocation des groupes armées dans les ghettos il y a des jeunes qui s'apprêtent au pillage au vol au massacre à l'assassinat pour pouvoir subvenir à leurs propres besoins parce que les capacités de subvenir au niveau économique à leurs propres besoins et aussi l'accès à l'éducation porté les jeunes à recourir à des pratiques peu plus à leur portée, en ce qui concerne les jeunes filles on a la prostitution on a des mariages à ranger et on a des personnes qui sont même prêts à se mettre en contact avec des bandes armées juste pour pouvoir nourrir sa famille c'est à dire que les valeurs et les principes moraux d'Haïti disparaissent à vue d'œil aujourd'hui il est plus facile pour un jeune en Haïti de recourir à des pratiques illicite des pratiques immorales pour pouvoir subvenir à leurs besoins que les pratiques légaux notamment parce que le marché du travail n'est plus accessible l'éducation il n'existe presque plus à cause de l'insécurité aussi il n'y a presque plus de circulation il n'y a presque plus de mouvement au niveau du pays les actionnaires et les investis cœur quitté le pays dont il ne reste plus que cette situation est de purge sur le territoire national c'est à dire le pillage la guerre des bandes armées Et aussi le manque de discernement et de valeur.

➤ 3.2.4 **Conclusions**

Haïti a besoin de beaucoup d'aide mais pas seulement d'aide au niveau humanitaire c'est à dire santé et nourriture on a besoin des réformes qui nous aident à rétablir l'éducation à rétablir les valeurs morales les valeurs sociales à rétablir les instances qui apportent de l'aide au niveau psychologique aussi à nos jeunes et si on peut commencer à penser à éradiquer la corruption l'instabilité et même les déboires auquel font face notre pays la pauvreté dont on fait face n'est pas au niveau des denrées c'est plus au niveau des infrastructures les possibilités c'est à dire qu'il y a un groupe qui profite de toute la richesse du pays pendant que la masse populaire n'a pas accès à cette richesse donc une redistribution est indispensable, le droit des hommes doit être respecté à nouveau et la démocratie alternative à laquelle on fait face doit être remanié c'est à dire que la démocratie reste souveraine sur le territoire de la République d'Haïti

Deuxième chapite

3.3 Introduction à une instabilité politique et économique

➤ 3.3.1 La réinsertion d'une démocratie alternative après l'exil de Jean Claude Duvalier (Baby Doc)

En 1957, les élections en Haïti ont placé François "Papa Doc" Duvalier au pouvoir en tant que "président à vie." Il a gouverné le pays jusqu'à sa mort en 1971. Avec sa mort en 1971, son fils Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier est devenu dictateur du pays. Les deux régimes n'ont pas permis des élections libres et équitables, et leurs présidents respectifs ont eu recours à la force pour maintenir le contrôle sur le public. Ton-Ton Macoutes est le mot créole haïtien pour "croque-mitaine", et Papa Doc s'est appuyé sur sa police secrète, aussi connue sous le nom de Ton-Ton Macoutes, pour commettre des actes de violence contre le peuple. Malgré le fait que Baby Doc a officiellement dissous les Macoutes, l'organisation est restée à exister tout au long de sa dictature sous le nom de Volontaires pour la sécurité nationale et a continué à maintenir la même présence meurtrière. Dans le passé, Haïti était le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Il y avait des problèmes généralisés de malnutrition, et le chômage était à un niveau record.

À la fin du mois de mai 1984, les habitants de la ville des Gonaïves ont commencé à manifester contre le régime de Duvalier, notamment en réponse à un incident dans lequel les policiers ont ouvertement agressé une femme enceinte, qui est décédée plus tard. La violence généralisée envers les citoyens et le coût croissant de la nourriture étaient deux des problèmes que les militants ont décrits comme étant causés par le règne de Duvalier; certains militants se sont rendus dans un entrepôt d'aide pour demander de la nourriture. Un couvre-feu a été imposé par le gouvernement à la ville de Port-au-Prince lorsque les forces de l'ordre de la capitale Port-au-Prince sont arrivées et ont rapidement mis fin aux manifestations par des moyens brutaux.

La dictature a répondu aux manifestations précédentes en assouplissant certaines de ses politiques répressives, ce qui a déclenché les manifestations. Duvalier a déclaré la fin de l'utilisation de la violence sanctionnée par l'État dans les prisons et a assoupli les restrictions sur la capacité des journalistes à rapporter l'information.

Les États-Unis, qui sont un contributeur important de l'aide financière à Haïti, a suggéré que Duvalier devrait être moins violent que son père avait été. En conséquence, les États-Unis ont accepté de fournir à Haïti un programme d'aide annuel important à condition que le pays améliore son bilan en matière de droits de l'homme. Soixante-dix pour cent du budget d'Haïti dépendait de l'aide d'autres pays, en particulier des États-Unis.

Sylvio Claude, le président d'un parti d'opposition, et Gregoire Eugene, le chef de l'autre parti d'opposition, ainsi que plusieurs autres personnalités de l'opposition, ont assuré la direction dans la critique de Duvalier. Un certain nombre d'évêques du pays, dont la nation est majoritairement catholique, ont également dénoncé la dictature. Une pétition affirmant que la dictature forçait des individus à vivre dans la servitude a recueilli les signatures de 2000 personnes.

Les manifestations se sont poursuivies dans les villes et villages du pays jusqu'en novembre 1984.

En juillet 1985, un vote donne plus d'autorité à Duvalier, ce qui irrite une partie importante de la population. En novembre 1985, ceux qui s'opposaient au gouvernement ont organisé des manifestations dans les villes de tout le pays. Dans tout le pays, les forces de l'ordre ont assassiné et détenu un grand nombre de manifestants.

Une manifestation a été organisée par les manifestants en novembre 1985, avec des chants populaires et des pancartes. Les soldats ont ouvert le feu sur les manifestants, tuant au moins trois étudiants. Les manifestations se sont poursuivies tout au long du mois de décembre dans deux des plus importantes villes du pays, mais elles ne se sont pas étendues à la capitale. Les étudiants ont commencé à refuser d'assister à leurs cours. Étant donné que les stations de radio des églises, qui étaient les seules sources d'information indépendantes, ont cessé d'être diffusées, il était très difficile pour une grande partie de la nation d'obtenir des renseignements au sujet des grèves. Il semble que certains ont fermé de leur propre chef, alors que le gouvernement a pris des mesures pour mettre fin aux grèves les plus extrêmes.

Lorsque les étudiants ont été tués en novembre 1986, il y avait eu des manifestations dans plus d'une douzaine d'endroits différents au moment où janvier s'est déroulé. Dans une lettre ouverte envoyée au ministre de l'Éducation, les administrateurs de 24 écoles ont exprimé leur désir que les écoles puissent rouvrir, et 111 instructeurs ont signé une lettre semblable. Le gouvernement ne répondit pas, malgré le fait que les troupes armées observaient souvent les processions politiques. On ne sait pas si quelqu'un a été blessé par les actions des militants, mais un palais de justice a été incendié et des pierres ont été lancées sur la résidence d'un duvaliériste.

La fin du mois de janvier 1986 s'est rapprochée et a donné lieu à une augmentation de l'ampleur et de la fréquence des manifestations, qui sont essentiellement devenues incessantes. Les manifestants dans certains villages périphériques ont pris le contrôle des bâtiments gouvernementaux existants ou les ont détruits, et ils ont également bloqué d'importantes routes autour du pays. On croyait généralement que Duvalier s'était échappé, mais ces spéculations s'avèrent sans fondement. Le niveau de violence de l'État a augmenté et, en réponse, le président Duvalier a déclaré l'état

de siège et restreint certaines libertés civiles. Les établissements de vente au détail ont cessé leurs activités et le sont toujours. Vers le début de février, il y a eu une augmentation de la quantité de graffitis trouvés sur les murs dans toute la ville qui contenait des phrases populaires. Un grand monument de Duvalier qui se tenait devant la salle municipale a été vandalisé par des militants.

Au début du mois de février, le président Duvalier a exercé sa domination sur la capitale nationale en faisant le tour de la ville à pied pendant plusieurs jours consécutifs. Le 7 février 1986, Duvalier s'enfuit en France dans un jet fourni par les États-Unis.

L'état de l'économie n'était pas bon dans les trois mois qui ont suivi le départ de Baby Doc au début de 1986. Un certain nombre de syndicats indépendants ont organisé des grèves sauvages. Beaucoup ont rapidement commencé à réclamer un "dechouker", qui se traduit littéralement par un déracinement. Il y a eu de la violence de la part de l'opposition, avec des individus qui ont saccagé les maisons de ceux qui étaient connus pour être dans les Tontons Macoutes, qui est créole haïtien signifiant croque-mitaine et qui avait été la police secrète de la dictature.

Plus de 10000 personnes sont descendues dans les rues de la capitale à deux reprises, la première fois pour réclamer un gouvernement civil et la démission du GNC et de Namphy, et la deuxième fois pour commémorer l'anniversaire d'un massacre qui a eu lieu sous le règne de Papa Doc, dans lequel des dizaines de personnes ont été tuées. La police a ouvert le feu sur les manifestants, entraînant la mort de nombreuses personnes. Les politiciens et les personnalités politiques se sont empressés de condamner la violence et le gouvernement, affirmant que le gouvernement était à blâmer pour avoir permis que les meurtres aient lieu et que les troubles étaient causés par eux. De plus, certains politiciens ont demandé à l'administration temporaire de démissionner.

Le nombre de personnes participant à la résistance a augmenté, comme en témoignent la prolifération des brochures, les graffitis utilisant des slogans bien connus, les barrages de pneus sur les routes clés, les débrayages des étudiants et les grèves générales. Un élément notable des grèves a été la coopération de la grande majorité des chauffeurs d'autobus dans la région de la capitale, qui a empêché un grand nombre de personnes de venir travailler. Les Haïtiens ont organisé d'énormes manifestations non seulement à Port-au-Prince, mais aussi dans d'autres villes du pays. La campagne a développé ses revendications, notamment : le conseil de direction devrait être dissous, un gouvernement civil devrait être formé, et il devrait y avoir des réunions immédiates entre la campagne et le conseil de direction. La campagne a exigé ces choses parce que trois fonctionnaires avaient arrêté la réforme et menacé de supprimer des emplois.

En mars, Namphy s'est engagé à supprimer le couvre-feu et a promis que trois

membres du conseil d'administration (GNC) qui avaient des liens avec Baby Doc seraient démis de leurs fonctions. Il a dit qu'il convoquerait une assemblée à l'automne 1986 pour déterminer comment se dérouleraient les élections. Les élections municipales devaient avoir lieu au mois de juillet 1987. Par la suite, il y aura des élections nationales, et il avait dit qu'il ne se présenterait pas à la présidence à ces élections. L'investiture du prochain président aurait lieu le 7 février 1988.

L'opposition a lancé un boycott des émissions de radio et a détaillé ses demandes en appelant à la formation d'un nouveau conseil dirigé par un ancien membre de la junte nommé Gerard Gourgue. Les structures organisationnelles de l'opposition qui avaient organisé la résistance jusqu'alors étaient plus visibles pour la population vers le milieu du mois de juin. Sylvio Claude, membre du Parti démocratique chrétien haïtien, était l'un des dirigeants d'une alliance qui comprenait un certain nombre d'autres groupes politiques, syndicaux et étudiants, en plus de la Ligue des femmes haïtiennes et du Parti communiste. Claude était un ennemi ardent des deux Duvalier pendant leur règne. Un nombre croissant d'Haïtiens ont exprimé leur inquiétude que les prochaines élections ne fournissent pas une solution permanente à tous leurs problèmes. Les États-Unis d'Amérique ont fait un don d'urgence de millions de dollars au gouvernement de Namphy, le 13 juin, pour montrer leur soutien au gouvernement. Les États-Unis d'Amérique ont envoyé du matériel militaire à Namphy. Depuis le voyage de Baby Doc, les États-Unis ont considérablement augmenté l'aide militaire qu'ils fournissent au pays sous-développé.

Les élections d'une assemblée constituante qui se sont tenues en octobre 1986 ont été boycottées par l'opposition. En novembre, Namphy a donné l'ordre aux soldats de réduire la force qu'ils utilisaient contre les manifestants. Il a également dit que le soldat qui a tiré sur un chauffeur d'autobus serait traduit en justice. À ce moment, l'alliance a commencé à rassembler le soutien des prêtres radicaux affiliés à l'Église catholique.

Les habitants des Gonaïves ont commencé à proférer des menaces au début de décembre, affirmant qu'ils établiraient un gouvernement alternatif et barricaderaient la route, isolant essentiellement la région nord du reste du pays. Au cours du mois de décembre, la fréquence des manifestations et des barricades a augmenté. Il y a eu un rassemblement à Port-au-Prince qui a été interrompu par la police en tirant dans la foule, et il y a eu un autre événement où 100 000 personnes ont défilé vers le Palais national. Deux personnes ont été tuées à la suite des actions de la police aux Gonaïves.

Une pièce qui se moquait du règne de Namphy fut jouée en février et, le même mois, les émissions satiriques de radio et de journaux gagnèrent en popularité. Les bâtiments à travers le centre de la ville ont été couverts de graffitis qui ont détaillé à la fois l'histoire du mouvement démocratique et les tentatives en cours pour établir l'autorité civile.

Le 29 mars 1987, les électeurs ont donné un oui à une constitution, qui a reçu 99 % des suffrages exprimés. À mi-mai, deux équipes de conseillers militaires des États-Unis arrivent. Un nombre important de résidents y voient une tentative de la part des États-Unis et des duvaliéristes d'exercer une influence sur la transition vers la démocratie.

À la fin du mois de juin 1987, le mouvement ouvrier a lancé une vague de grèves qui ont porté sur les politiques économiques de Namphy, en particulier celles qui étaient parrainées par les États-Unis et le Fonds monétaire international. L'opposition a plaidé pour plus de subventions de riz, la réouverture des usines fermées, et une augmentation du salaire minimum.

Peu de temps après, des soldats ont arrêté six dirigeants syndicaux, dont Jean Auguste Mesyeux, le co-leader de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH), et peu après, l'organisation a été dissoute. La majorité des entreprises et la plupart des modes de transport ont été complètement paralysés. Des barricades en pneus ont été érigées dans diverses rues de la ville par les partisans de la grève. La grève a de nouveau été très efficace, en grande partie parce que les chauffeurs d'autobus ne se sont pas présentés au travail. Le 7 juillet, 21 étudiants ont participé à une vague de grève et ont menacé de s'immoler par le feu en guise de protestation.

Les grèves ont duré par intermittence jusqu'à la fin de juillet 1987. Ils devaient souvent durer deux jours à la fois, pendant lesquels les résidents avaient l'occasion de réapprovisionner leurs provisions avant la reprise des grèves. Des manifestations à grande échelle impliquant des sons forts ont eu lieu pendant cette période. Par exemple, les conducteurs qui soufflent tous leur klaxon à la même heure pour manifester leur soutien continu à la grève, ou les personnes qui frappent aux casseroles et aux casseroles pour signifier leur soutien continu à la grève. Les grèves ont été menées dans tout le pays et étaient parfois accompagnées de rassemblements. Ces protestations comportaient parfois des symboles comme l'agitation triomphante des branches d'arbres.

À cette étape de la campagne, le Comité des 57, qui dirigeait l'effort, avait obtenu l'appui de plus de 90 groupes différents. Ces groupes comprenaient des organisations du secteur commercial, des avocats, des universitaires et des organisations politiques, syndicales, religieuses et populaires. L'utilisation de sentiments anti-américains et les demandes pour les États-Unis de cesser leur engagement dans les affaires haïtiennes ont commencé à apparaître plus souvent sous forme de slogans pendant les grèves, qui ont également vu une augmentation de la fréquence. Le groupe a demandé aux membres du gouvernement de démissionner et de rejoindre la foule des manifestants, et a également appelé au boycott des paiements d'impôts. À la fin de juillet, cependant, un plus grand nombre de personnes désobéissaient à l'ordre de grève en se rendant à pied à leur lieu de travail.

À la fin du mois de juin, le GNC a annoncé qu'il tiendrait des élections en août 1987, mais qu'il se débarrasserait de la nouvelle loi électorale et la remplacerait par son propre règlement électoral. Les élèves qui étaient sur le point de terminer leurs études secondaires dans diverses villes du pays ont décidé de ne pas participer aux examens finaux avant que le gouvernement ne modifie le décret.

Dans une quinzaine de temps, le gouvernement est arrivé à un accord pour supprimer le décret électoral et de retour du contrôle de l'administration électorale au conseil électoral. Les élections qui devaient avoir lieu le 23 août ont été annulées en raison de cette mesure, mais le gouvernement a dit qu'il reporterait les scrutins une fois que le conseil aura établi ses critères. Finalement, novembre a été choisi comme nouveau mois pour l'élection.

Le même jour, le ministre de l'Information et six membres du comité consultatif de 45 personnes ont démissionné, citant le mépris de Namphy pour leurs recommandations comme raison de leur départ.

Le gouvernement des États-Unis a maintenu son soutien financier et matériel substantiel au GNC. Le gouvernement des États-Unis a lancé un appel aux pourparlers entre le gouvernement et l'opposition, et il a déclaré que son aide était conditionnelle à la coopération avec la transition vers la démocratie. Les États-Unis ont également déclaré que les manifestants qui érigeaient des barricades enflammées mettaient en péril l'aide économique des États-Unis. Jean-Claude Bajoux, le chef de la coalition, a déclaré que les manifestations se poursuivraient jusqu'à ce que Namphy et Regala démissionnent de leurs fonctions. Il a proposé une autre solution sous la forme d'un nouveau conseil composé de deux civils et d'un représentant militaire, et il a nommé certaines personnes pour occuper les différents postes. Les chefs religieux, les chefs politiques et les chefs d'entreprise ont tous demandé à Namphy de réformer le GNC ou de démissionner. Mais, ils ont indiqué qu'ils seraient d'accord pour que Namphy continue à jouer son rôle de gardien jusqu'aux élections de novembre. Compte tenu de la quantité de sang déjà versé, un certain nombre de chefs de l'opposition ont déclaré qu'ils ne pouvaient plus accepter autre chose que la démission officielle de la junte. Les dirigeants de l'Église catholique romaine ont lancé un appel pour que cesse la violence et que le pays travaille à la guérison. Un certain nombre de personnalités politiques ont exprimé leur satisfaction au cas où le GNC s'étendrait à un plus grand nombre de membres civils. À ce moment-là, de nombreux employés exprimaient l'anxiété de ne pas pouvoir se permettre de maintenir la grève pendant beaucoup plus longtemps qu'ils ne l'avaient été.

Le 2 août 1987, Louis Eugene Athis, le chef du Mouvement de libération démocratique haïtien (HDLM), a été assassiné à Léogâne. Le 29 novembre 1987, des élections présidentielles ont eu lieu, mais le vote a dû être interrompu en raison de la violence qui s'est produite pendant l'élection. Le 29 novembre 1987, trente-quatre

personnes ont perdu la vie à cause de la violence politique. Le 1er décembre 1987, le gouvernement des États-Unis a commencé à cibler le gouvernement haïtien avec des sanctions économiques, y compris la cessation du soutien économique. Le 2 janvier 1988, le gouvernement français a commencé à imposer des sanctions économiques au gouvernement haïtien et, le même jour, il a suspendu certaines de ces mesures. Le 17 janvier 1988, Leslie Manigat, candidate au Rassemblement des démocrates progressistes (Rassemblement des démocrates nationaux progressistes-RDNP), Il obtient 50,2 % des suffrages pour la présidence. Il est ensuite nommé président le 7 février 1988. L'Organisation des États américains (OEA) a envoyé des observateurs électoraux pour surveiller le processus.

Le 19 juin 1988, un coup d'État militaire dirigé par le général Henri Namphy a réussi à destituer le président Manigat. Le 20 juin 1988, le général Namphy a ordonné la dissolution du parlement et la suspension de la constitution. Aux dates du 29 août et du 2 septembre 1988, l'Organisation des États américains (OEA) et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) ont envoyé une mission d'enquête en Haïti pour y étudier l'état des droits de la personne. Le 7 septembre 1988, l'Organisation des États américains et la Commission interaméricaine des droits de l'homme (OEA/CIDH) ont publié un rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti. Le 11 septembre 1988, 13 personnes ont été tuées dans l'église San Juan Bosco de Port-au-Prince. Le général Namphy a été retiré du pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire orchestré par le général Prosper Avril et, le 18 septembre 1988, le général Avril a pris le contrôle du pays. Du 27 juin 1989 au 30 juin 1999, la Banque mondiale a offert un soutien financier au gouvernement sous forme d'aide à la reconstruction du secteur de l'eau. En août 1989, le gouvernement des États-Unis a retiré les sanctions économiques (suspension de l'aide économique) qu'il avait imposées au gouvernement d'Haïti. A partir des 20 et 30 janvier 1990, le gouvernement a imposé l'état de siège. À partir de 1989, l'American Friends Service Committee (AFSC) a lancé une mission dans le but de fournir une aide humanitaire au peuple haïtien. Le 10 mars 1990, le général Avril a démissionné de son poste de président et, le 12 mars 1990, il s'est enfui aux États-Unis. Au cours des 10 et 12 mars 1990, vingt personnes ont perdu la vie à la suite de violences politiques. Le 13 mars 1990, Ertha Pascal Trouillot, un juge qui avait déjà siégé à la Cour suprême d'Haïti, a prêté serment en tant que Président d'Haïti. Les 23 et 24 mars 1990, dix-sept personnes ont perdu la vie à la suite de violences politiques.

Le 19 juin 1990, Joao Augusto de Médicis a été nommé représentant personnel du secrétaire général des Nations Unies (ONU) en Haïti. Le 23 juin 1990, le président Trouillot a présenté une demande d'aide électorale aux Nations Unies. Le 10 octobre 1990, l'Assemblée générale des Nations Unies a formé la Mission d'observation des Nations Unies en Haïti (ONUVEH) dans le but de vérifier le processus électoral en Haïti. ONUVEH était composé de trois divisions : la division administrative, la division de sécurité et la division électorale. observateurs de 43 pays, tandis que la division de sécurité comptait 64 observateurs de six pays (26

membres du personnel). Le 5 décembre 1990, il y a eu de la violence politique à Port-au-Prince, qui a fait sept morts. Entre le 16 décembre 1990 et le 20 janvier 1991, des élections législatives ont eu lieu. Au total, 27 des 81 sièges disponibles à la Chambre des députés ont été obtenus par le Front national pour le changement et la démocratie (NFCD).

Le 16 décembre 1990, Jean-Bertrand Aristide a reçu 67 % des suffrages et il a été nommé président le 7 février 1991. L'élection présidentielle a eu lieu le 16 décembre 1990. Le National Democratic Institute (NDI) et le Carter Center/Council of Freely Elected Heads of Government (CC/CFEHG) ont envoyé des observateurs pour surveiller conjointement l'élection présidentielle. Du 15 novembre 1990 au 15 février 1991, l'OEA a envoyé deux cents observateurs de vingt-six pays différents pour surveiller les élections présidentielles. Les 6 et 7 janvier 1991, des soldats du gouvernement ont mis fin à une révolte dirigée par Roger Lafontant. Conséquence directe de ce conflit, environ soixante-dix personnes ont perdu la vie.

A partir de ce moment on a eu une démocratie voilée, car à chaque élection on a eu des intervenants (commissaires) américains lors des élections et surtout lors des transitions en cas de coup d'état ce qui a été très commun depuis le mandat du président Aristide.

EN résumé depuis le 7 Février 1991 on a eu 3 coups d'états, 3 gouvernements intérimaires, 3 présidents provisoires, 2 mandats arrivés à terme et 1 assassinat. Ça fait un total de 10 dirigeants (Préval et Aristide ayant été élus 2 fois) au cours des 30 derniers années, sachant qu'un mandat présidentiel haïtien est de 5.

Donc i ne serait pas exagéré de dire que le pays est dans une crise politique constante.

Jean-Bertrand Aristide	7 février 1991	7 février 1996	Renversé mais reconnu internationalement du 30 septembre 1991 au 12 octobre 1994.
Joseph Nérette	8 octobre 1991	19 juin 1992	Président de la république d'Haïti à titre provisoire, non reconnu internationalement
Le gouvernement de <i>Marc Bazin</i> (non reconnu internationalement) assure			

<i>l'intérim.</i>			
Émile Jonassaint	12 mai 1994	12 octobre 1994	Président de la république d'Haïti à titre provisoire, non reconnu internationalement
René Préval	7 février 1996	7 février 2001	
Jean-Bertrand Aristide	7 février 2001	29 février 2004	
Boniface Alexandre	29 février 2004	14 mai 2006	Président de la république d'Haïti à titre provisoire
René Préval	14 mai 2006	14 mai 2011	
Michel Martelly	14 mai 2011	7 février 2016	
Conformément à la Constitution, le <i>gouvernement Evans Paul</i> assure l'intérim.			

Jocelerme Privert	14 février 2016	7 février 2017	Président de la république d'Haïti à titre provisoire. élu au suffrage universel indirect par le Parlement.
Jovenel Moïse	7 février 2017	7 juillet 2021	Contesté par Joseph Mécène Jean-Louis à partir du 8 février 2021, ce dernier estimant que son mandat a pris fin. Assassiné le 7 juillet 2021 à son domicile.
<p>Conformément à la Constitution, le <i>gouvernement de Claude Joseph</i> puis le <i>gouvernement Ariel Henry</i>, assurent successivement l'intérim.</p>			

➤ 3.3.2 **La corruption au sein du gouvernement**

Haïti a l'un des systèmes les plus répandus et les plus corrompus au monde. Tous les efforts déployés en Haïti pour instaurer un État de droit, une démocratie viable et améliorer le niveau de vie de sa population sont minés par le fléau de la corruption. Sur une échelle allant de 0 ("extrêmement corrompu") à 100 ("très propre"), l'Indice de perception de la corruption de Transparency International 2021 donne à Haïti un score de 20. ("très propre"). Selon le système de notation de l'Index, Haïti est arrivé en position numéro 164 sur un total de 180 nations. Le pays qui a obtenu la note la plus élevée est considéré comme ayant le secteur public le plus éthique.

La corruption, la violence des gangs, le trafic de drogue et le crime organisé sont quelques-uns des problèmes qui affligent Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. En raison d'années d'instabilité politique, l'efficacité des finances publiques et de l'État de droit a été gravement compromise. Reconstruire après la dévastation causée par l'ouragan Matthew en octobre 2016 et continuer à ramasser les morceaux après le terrible tremblement de terre qui a frappé au début de 2010 sont deux entreprises difficiles.

La dernière décennie a vu une détérioration de l'engagement des démocraties

établies à l'égard des idéaux démocratiques, ce qui a entraîné une baisse qualitative de l'adhésion aux normes et aux institutions de la démocratie dans le monde entier.

Tout d'abord, une tendance inquiétante que l'on peut voir partout dans le monde, y compris en Haïti, est la difficulté des gouvernements à répondre aux espoirs et aux inquiétudes de la population de leurs pays respectifs. Une partie importante de cette situation peut être attribuée à la faiblesse de l'administration, qui a suscité des révoltes contre l'injustice et l'inégalité réelles et perçues. Cela a mené à la situation actuelle. En suite depuis la fin des années 1980, Haïti se caractérise par une mauvaise gouvernance de la part des dirigeants politiques de toutes les factions. Dans le même temps, le pays a été affligé par les résultats extrêmement décevants d'une série d'initiatives de donateurs étrangers et d'interventions directes.

Il y a une corruption généralisée à tous les niveaux du gouvernement haïtien. De nombreux indices qui se chevauchent confirment que la difficulté de la tâche est considérable. Selon le Corruption Perceptions Index 2019 publié par Transparency International, Haïti est le deuxième pays le plus corrompu de l'hémisphère occidental, derrière le Venezuela. Selon l'Indice du Rapport sur la compétitivité mondiale 2019, qui évalue les nations en fonction de la qualité de leurs institutions ainsi que du capital humain et de l'écologie économique qui en découlent, Haïti est classé 141e au total. En outre, il y a ce qu'on appelle les indicateurs de gouvernance mondiale (GTI), un rapport qui couvre six aspects différents de la gouvernance. Certains de ces aspects comprennent l'efficacité du gouvernement, la qualité des règlements, la primauté du droit et le niveau de corruption. De plus, cela place Haïti au bas de la liste. L'incapacité des gouvernements haïtiens successifs à combiner avec succès les ressources humaines, financières, administratives et juridiques afin de créer des plans de développement durable se reflète dans ces statistiques. En conséquence, la légitimité du gouvernement aux yeux des Haïtiens a été diminuée en raison de ces statistiques.

Pour comprendre l'ampleur du problème, il pourrait être utile de le conceptualiser en termes de ce qui constitue un spectre de gouvernance et de corruption en Haïti.

Cela englobe quatre domaines différents d'activité politique : la gouvernance économique ; les normes politiques et l'efficacité ; la primauté du droit et l'appareil constitutionnel ; et la participation de la communauté internationale en Haïti. Ces quatre domaines peuvent être associés à des déclencheurs potentiels de corruption inhérents à chaque activité politique. Les flux de ressources financières et la budgétisation, les procédures institutionnelles et les processus de gestion, et les niveaux de pouvoir et les mandats d'action.

L'effort massif de reconstruction après le séisme de 2010, le détournement de fonds de PetroCaribe et, dans un contexte différent, le commerce transfrontalier incontrôlé entre Haïti et la République dominicaine sont trois cas de la dernière décennie qui peuvent être utilisés pour opérationnaliser ce cadre. Ces cas sont notables en raison

de l'ampleur de leur exécution. Chacun de ces éléments comprend, à des degrés divers, ce qui suit : la dérive de la gouvernance économique vers l'autodétermination par l'entremise de mandats opaques et de pouvoirs administratifs ; l'insouciance et la résistance à l'atteinte de résultats efficaces en orientant les flux monétaires ; l'observation trompeuse des règles formelles, qui dégénère souvent en chaos institutionnel et systémique ; les interactions difficiles entre les acteurs haïtiens et les acteurs internationaux.

Parmi ce labyrinthe de difficultés, une question qui demande une solution et qui peut être facilement traitée est la corruption. Ce poison sape le moral du peuple haïtien et se répand dans toute la nation. Le peuple haïtien est incapable de surmonter seul cet obstacle, mais les États-Unis ont la clé pour le faire. La reddition de comptes et l'interdiction des flux d'argent illégaux ne sont pas une sorte d'entreprise ésotérique; ils sont plutôt pleinement dans les limites des outils juridiques que les États-Unis ont actuellement en place. Le programme de prêt de pétrole PetroCaribe, dans lequel il est rapporté que deux milliards de dollars ont été gaspillés en raison de la mauvaise administration, est peut-être le plus notoire des nombreux scandales d'Haïti. Le gouvernement d'Haïti a acquis du pétrole du Venezuela en effectuant un paiement initial égal à soixante pour cent du prix total et en empruntant les trente pour cent restants au gouvernement de Caracas. L'argent tiré de la vente du pétrole en Haïti devait servir à financer des activités sociales, mais ces plans n'ont presque jamais abouti. Les Haïtiens continuent de se demander,

"Où sont les fonds PetroCaribe?" malgré le fait que le gouvernement ait ouvert une enquête sur l'ampleur présumée des crimes.

Les décideurs qui ont de bonnes intentions peuvent parfois considérer la corruption comme une fièvre de bas niveau, ce qui devrait être observé, mais ne devrait pas susciter d'inquiétude excessive. C'est un mythe et une raison principale pour laquelle les tentatives pour "aider" Haïti de l'extérieur ont échoué. Puisque la "stabilité" est souvent l'objectif le plus urgent des étrangers, la richesse d'une nation est souvent volée par la corruption, l'extorsion, et la facturation frauduleuse, qui sont tous considérés comme le coût de faire des affaires. La stabilité ne sera jamais atteinte tant qu'il n'y a pas de traitement efficace pour cette maladie. Il s'avère que la fièvre pourrait s'avérer mortelle. Il est très clair qu'une nouvelle stratégie est nécessaire.

Le cas petro-caribe

Hugo Chavez, ancien président du Venezuela, a lancé le programme énergétique PetroCaribe en 2005 dans le but d'approvisionner les pays des Caraïbes en pétrole brut vénézuélien à moindre coût. Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Le Suriname et le Venezuela sont tous membres de l'organisation PetroCaribe. Sont également incluses les Grenadines, Saint-Vincent et les Grenadines.

Une étude publiée par la Cour suprême des comptes d'Haïti a critiqué le traitement

frauduleux et souvent illégal d'environ 2 milliards de dollars d'aide du Venezuela par différents ministères et administrations en Haïti entre 2008 et 2016.

L'étude, qui compte plus de 1 000 pages, contient des renseignements sur des projets qui ont été lancés sans analyse des besoins ni même sans estimation des coûts.

Selon le rapport publié par le tribunal, le verdict arrive à la conclusion que "les projets d'investissement et les contrats associés au fonds PetroCaribe n'ont pas été traités en conformité avec les principes d'efficacité et d'économie."

Selon les recherches, les six administrations différentes qui sont au pouvoir en Haïti depuis 2008 ont dépensé un total combiné de deux milliards de dollars pour des projets, dont la majorité ont été réalisés avec peu ou pas de respect pour les principes fondamentaux de la gestion des fonds publics.

Selon les recherches, les six administrations différentes qui ont été au pouvoir en Haïti depuis 2008 ont dépensé un total combiné de deux milliards de dollars pour des projets, dont la majorité ont été réalisés avec peu ou pas de respect pour les principes fondamentaux de la gestion des fonds publics.

Dans ses deux conclusions préliminaires, publiées en janvier et mai 2019, la Haute Cour des comptes a critiqué le manque de coopération des institutions, ce qui, selon elle, a entravé sa capacité à mener des enquêtes.

Par exemple, les juges n'ont pu trouver un seul contrat pour la construction d'un parc industriel et 1500 résidences à l'ouest de Port-au-Prince. Ce projet était le projet de développement urbain public le plus ambitieux depuis le séisme de 2010. 2014 était la dernière année du projet.

Mais, le tribunal a déclaré lundi que plus de 46 millions de dollars ont été versés à une seule entreprise, Constructora ROFI SA, pour le projet incomplet. Le sénateur dominicain Felix Bautista, qui a été mis sur liste noire par le Département du Trésor des États-Unis en juin 2018 pour son implication dans des activités de corruption, est le propriétaire de la société.

En raison du fait que la Cour n'a pas été en mesure d'examiner les nombreux contrats, elle a déclaré qu'elle n'était pas en mesure de se prononcer sur l'importance des millions de dollars qui ont été dépensés entre 2012 et 2014 pour renforcer la force de police du pays insulaire. Les juges avaient déjà dénoncé le dernier président d'Haïti, Jovenel Moïse, qui était soupçonné d'être au centre d'un stratagème de détournement de fonds avant son entrée en fonction. Cette critique a été incluse dans leur évaluation préalable du fonds PetroCaribe.

Aucune accusation criminelle n'a été portée contre les centaines d'anciens ministres et hauts fonctionnaires engagés dans l'affaire PetroCaribe, malgré les recommandations de la Cour suprême des comptes et les rassemblements publics prévus depuis 2018.

Cas de drogue

Le projet de loi, selon l'administration de Joe Biden alors qu'il était encore Vice-Président, était destiné à tenir des "fonctionnaires corrompus" responsables des actes qui déstabilisent Haïti.

Alors que les États-Unis et leurs alliés continuent de lutter contre la corruption dans le pays des Caraïbes ravagé par la violence, l'administration du vice-président Joe Biden a imposé de nouvelles sanctions aux responsables haïtiens soupçonnés de trafic de drogue.

Selon un communiqué publié par le Département du Trésor des États-Unis, les sanctions ont été dirigées contre le sénateur Rony Celestin d'Haïti ainsi que l'ancien sénateur Richard Lenine Herve Fourcand.

Le responsable du Trésor Brian E. Nelson a déclaré dans un communiqué que Rony Celestin et Richard Fourcand sont deux autres exemples de politiciens haïtiens corrompus abusant de leur pouvoir pour poursuivre les activités de trafic de drogue dans la région.

Joseph Lambert et Youri Latortue, deux anciens présidents du Sénat d'Haïti, respectivement, ont été visés par des sanctions coordonnées imposées par les États-Unis d'Amérique et le gouvernement du Canada en réponse aux allégations selon lesquelles ils ont participé au trafic illégal de drogues, ils ont réfuté les accusations, avec des témoignages pas très concluants ils n'ont pas pu aller plus loin avec les accusations, ce qui n'a pas arrêté ces gouvernements à refuser respectivement les visas des deux fonctionnaires d'état.

Gestion d'aides et de ressources après les séismes de 2010 et 2021

Après les séismes et autres catastrophes naturels tels que cyclones et tempêtes on a eu des supports logistiques et aides humanitaires de la part de différents pays et ONG, malgré ces assistances on peut clairement dire que la situation n'a même pas fait mine de s'améliorer, c'est se demander ce que soient devenus ces aides et assistances.

Eh bien ces ressources ont été dilapidées par une mauvaise gestion mais surtout pas la corruption à tous les niveaux au sein du gouvernement, pas seulement exécutives mais aussi municipales, la cause principale de la mauvaise gestion de ces ressources est qu'ils ont été volées ou encore détournées par des officiels municipaux pour usages personnels ou vente au marché noir, la population s'est retrouvée à devoir acheter des matériaux qu'ils étaient censés recevoir gratuitement, des provisions, ressources etc. Et le peu qui reste se voit départager entre des gens qui ne se trouvent même pas du besoin immédiat donc ce qui en ont vraiment besoin n'ont même pas la chance d'en profiter, plus de la moitié des tentes dédiées aux sinistrés sont vendues sur le marché noir et la moitié de ce qui reste est détenue par des gens qui ont un toit juste

parce qu'ils connaissent quelqu'un du bureau municipal de sa commune, et les gens qui en ont vraiment besoin n'en ont pas, et c'est de même pour la nourriture, l'eau, les batteries pour les lampes etc.

Et face à cette injustice il n'y a eu aucune réaction de la part des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, donc on se trouve dans l'incapacité d'aider les plus démunis, et la scène s'est reprête en 2021, cette fois c'est avec l'afflux d'associations humanitaires fictif, des rapports d'aides de la part d'ONG, association et fondations au nom D'Haïti qui a été signé par des officiels haïtiens attestant que des supports ont été apportés à la population que, en fait ne sont jamais arrivés, mais c'est difficile de dénoncer des actions sans savoir à quel niveau est la corruption, la chose que la population peut faire c'est témoigner du fait qu'ils n'ont jamais reçu d'aide de personne.

➤ 3.3.3 **Contrôle des activités gouvernementales par des entités extérieures**

Alors qu'Haïti fait face aux répercussions économiques mondiales de la COVID-19, une autre histoire se développe en même temps. Un certain nombre d'enquêtes ont fourni des preuves à l'appui de ce que la majorité des Haïtiens soupçonnent depuis longtemps, à savoir que les hommes d'affaires malhonnêtes profitent des pannes qui affligent Haïti depuis des décennies.

Des enquêtes récentes de l'Unité haïtienne de lutte contre la corruption ont mis en évidence des situations dans lesquelles des "oligarques" peu scrupuleux ont détourné 194 millions de dollars du gouvernement haïtien en faisant payer le pétrole à l'État. Les crimes ont été décrits dans les rapports. Selon les informations fournies dans ces rapports, entre mars 2010 et mai 2020, 7 millions de gallons d'essence et de diesel importés ont mystérieusement "disparu" des stocks de l'État.

Ce n'est que la pointe d'un énorme iceberg noir, dont les enquêteurs pensent avoir vu environ 4 milliards de dollars US escroqués par une poignée d'élite de joueurs corrompus, appelés "oligarques d'Haïti", au cours des 13 dernières années via des contrats anciens, surfacturation et vol pur et simple. Il ne faut pas s'étonner que ceux qui pourraient tirer profit financièrement d'un système corrompu résistent.

La notion d'un petit nombre de monopoles corrompus contrôlant les opérations du gouvernement en Haïti n'est pas nouvelle, loin de là. Depuis le début de l'histoire moderne du pays, certains intérêts économiques haïtiens de haut niveau ont été minés par une culture de corruption omniprésente dans des industries cruciales qui interagissent avec la politique et le gouvernement. Il est déploré qu'en conséquence, ainsi que l'influence croissante que les soi-disant oligarques détiennent dans certains milieux politiques, ainsi que leur volonté occasionnelle de déployer la violence afin de préserver leur position, il est devenu presque impossible d'apporter des changements en Haïti ou de lutter contre le type de

corruption qui afflige le pays.

Ces oligarques ont été en mesure de générer des rendements financiers de leurs manœuvres politiques parce que à la politique historique de doublure, qui est tributaire de la manipulation des classes et des couleurs des gens. Les oligarques aux teints plus clairs bénéficient des différentes perspectives commerciales mises à leur disposition par un président au teint plus foncé. Les oligarques sont à l'abri des impôts, bénéficient d'exemptions de droits de douane et signent des contrats gouvernementaux qui leur donnent beaucoup de latitude pour surfacturer ou sous-facturer les clients selon leurs propres préférences. En conséquence, les oligarques ont réussi à établir un système de domination fondé sur le favoritisme et la corruption, parfois appelé "la politique du ventre." En conséquence, l'État haïtien peut très bien s'être effondré pour le peuple haïtien, mais il continue de fonctionner comme une institution robuste et robuste pour les dinosaures du secteur privé, qui sont bien connectés au niveau local et mondial.

Les initiés du système politique sont pleinement conscients du fait que pratiquement tous les entrepreneurs gouvernementaux augmentent artificiellement leurs prix et commettent des fraudes contre l'État. Le personnel du gouvernement a développé une atmosphère de terreur. Les dépenses importantes seront assumées à la fois par l'État et le Trésor national, ainsi que par la population du pays. La question la plus importante est de savoir qui profite de ces pratiques :

- ✚ Les Vorbe - Cette famille est propriétaire d'entreprises dans les secteurs de l'énergie, de la construction et de l'immobilier.
- ✚ Les Brandt - Cette famille est propriétaire de la Banque de la République d'Haïti, de l'entreprise de distribution de carburant BRH et de plusieurs autres entreprises dans les domaines de l'immobilier, de l'agriculture et de la production d'énergie.
- ✚ Les Mevs - Cette famille possède de nombreuses entreprises, y compris des usines de fabrication de plastiques, des entreprises de construction, des centres commerciaux et des opérateurs de télécommunications.
- ✚ Les Acra - Cette famille possède des entreprises dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, de l'immobilier et de la production de biens de consommation.
- ✚ Les Apaid - Cette famille est active dans les secteurs de l'industrie textile et de la construction, et est propriétaire de plusieurs entreprises, notamment Alpha Industries et Caribbean Chemicals.

Il y a bien sûr d'autres familles comme Boulos, Edo Zenny, etc., mais celles-ci ont la main sur les principales ressources des premières nécessités de la population

haïtienne, et le secteur privé n'est pas soumis à beaucoup de réglementation. Ce sont les principales familles oligarques qui détiennent plus de 70 pour cent de la richesse en Haïti. Et ces familles riches ont une influence majeure sur les décisions qui doivent être prises par les acteurs au sein du gouvernement, que ce soit au tout début en finançant leur campagne ou à long terme en promettant des partenariats lucratifs. Dans les deux cas, les décisions qui doivent être prises par les acteurs au sein du gouvernement sont extrêmement importantes.

➤ **3.3.4 La Production Nationale**

❖ **Agriculture de subsistance**

Aussi loin qu'on voudrait revenir dans l'histoire d'Haïti il y a toujours eu une grande faiblesse au niveau de l'exportation, la nôtre, basée exclusivement sur l'agriculture, au fil des années la main-d'œuvre, la technologie ainsi que les catastrophes naturelles nous a toujours fait défaut, ajouté à ces problèmes, le coût des matériaux ainsi que des produits agricoles. Haïti, alors Hispaniola, qui, au temps de l'esclavage, était le principal fournisseur de la France de Tabac, de cacao, de sucre, et second fournisseur de tout autres types de matière première, mais après la guerre d'indépendance Haïti avait besoin de consommateurs pour acheter son café et son sucre afin de pouvoir commencer le processus de rétablissement de son économie de plantation. Comme Haïti était incapable d'exporter ses lucratives cultures de rente, le pays était incapable de se développer économiquement et d'accumuler des richesses dans la même mesure que Saint-Dominique, C'est un boycott.

Ca a causé des dommages importants à la base de l'économie de la plantation, qui était fondée sur les exportations.

Tant qu'il y avait un flux continu de marchandises, l'économie des plantations de Saint-Domingue pouvait générer une quantité incroyable de richesse. La famine et la détérioration économique se sont produites à Saint-Domingue en raison de l'incapacité du pays à maintenir ses liens commerciaux fragiles et précaires pendant la guerre de Sept Ans. Comme Haïti était incapable de continuer à participer à ce commerce lucratif, l'économie des plantations du pays n'était plus viable. Si Haïti avait choisi d'établir une économie de plantation après avoir obtenu son indépendance, il aurait dû trouver un moyen de vendre les produits des plantations à un profit sur les marchés étrangers malgré les limites qui sont maintenant en place. Les premiers dirigeants de la terre ont préféré un modèle de plantation à un modèle de subsistance, mais l'hostilité de leurs partenaires potentiels a empêché la croissance d'une telle économie à long terme. Face à des irrégularités aussi importantes, Haïti est rentré en

négociation avec les nations souveraines pour obtenir la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti, mais certainement avec la solidarité entre pays coloniaux, ils ont laissé le destin d'Haïti entre les mains de la France qui a imposé la fameuse dette, aujourd'hui estimée à plus de 21 milliards de dollars US. De là est partie l'incapacité à reconstruire une économie digne de ce nom, avec bien sûr la question de corruption, la situation ne s'arrange pas. Donc le niveau de production alimentaire est à peine suffisant pour nourrir la population haïtienne, les matières premières à peine suffisant pour nos propres usines. On a dû, au cours des dernières années à se rabattre sur le tourisme, et faire de celui-ci notre principale source de revenu, mais encore, entre les catastrophes naturelles et l'insécurité, ment ce plan prend un coup, nous nous retrouvons par tous les moyens pris à la gorge par une économie quasi inexistante et à cause de déséquilibres entre l'importation et l'exportation, l'inflation, qui est passée de 23.95% en janvier 2022 à 48.03% en décembre 2022, devient un cauchemar pour les Haïtiens.

Les États-Unis, la République dominicaine, le Canada, le Mexique et la Chine sont les principaux partenaires commerciaux de l'île, représentant un total combiné de 84 % des exportations totales de l'île (données de la CNUCED). Les États-Unis représentent la plus grande part des importations totales, à 20,7 %, suivis de la Chine (18,8 %), des Antilles néerlandaises (15,7 %, et de l'Indonésie (8,5 %). Haïti est une nation qui accueille le commerce international ; néanmoins, le gouvernement ne fournit pas de tarifs favorables à aucun pays. Le taux de droit moyen qui est imposé est de 6,6, tandis que la fourchette des tarifs applicables va de 0 à 20, à l'exception du pétrole, qui a un tarif de 90. Ils n'ont pas beaucoup d'obstacles au commerce. En revanche, les tarifs appliqués aux produits finis sont beaucoup plus élevés que ceux appliqués aux matières premières.

Puisqu'Haïti achète beaucoup plus de biens qu'il ne vend, le pays connaîtra un déséquilibre commercial substantiel en 2019, s'élevant à 2,7 milliards de dollars. Les données les plus récentes actuellement disponibles indiquent qu'en 2020, la valeur des produits exportés s'élevait à 721 millions de dollars, tandis que la valeur des marchandises importées atteignait 2,9 milliards de dollars. Le pays a apporté 566 millions de dollars de biens tout en exportant 201 millions de dollars de services. Bien que l'épidémie de COVID-19 ait eu un effet considérable sur les exportations de produits de base, principalement en raison d'une baisse de la demande aux États-Unis, on prévoit que les exportations de textiles augmenteront considérablement au cours des

prochaines années en raison de la reprise de l'économie mondiale. D'autre part, en raison de la faiblesse et de la susceptibilité générales du secteur, on prévoit que les exportations de produits agricoles poursuivront leur tendance à la baisse.

Ci-dessous un tableau représentant l'importation et l'exportation d'habit lors de ces dernières années :

Indicateurs du commerce extérieur	2017	2018	2019	2020	2021
Importations de biens (millions USD)	3.877	4.822	4.513	2.971	3.232
Exportations de biens (millions USD)	999	1.078	1.200	721	960
Importations de services (millions USD)	991	1.143	1.013	566	618
Exportations de services (millions USD)	489	663	488	201	111
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	10	3	4	-18	3
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	-1	-7	7	-40	1
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-3.152	-3.732	-3.318	-2.879	-3.474
Commerce extérieur (en % du PIB)	46	47	49	37	37
Importations de biens et services (en % du PIB)	35	36	37	30	30
Exportations des biens et services (en % du PIB)	11	11	12	8	7

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

0,5 Mds USD de services exportés en 2019	
<u>Voyages +</u>	85,15%
<u>Services fournis / reçus des...</u>	7,64%
<u>Services informatiques et d'information</u>	4,01%
<u>Services financiers</u>	3,15%

0,5 Mds USD de services exportés en 2019	
<u>Services culturels et relatifs aux...</u>	0,05%

1,0 Mds USD de services importés en 2019	
<u>Transports</u>	64,22%
<u>Voyages +</u>	21,32%
<u>Autres services aux entreprises</u> ...	7,14%
<u>Services culturels et relatifs aux...</u>	3,63%
<u>Services informatiques et d'information</u>	2,51%
<u>Services financiers</u>	0,54%
<u>Services fournis / reçus des...</u>	0,38%
<u>Bâtiment et travaux publics</u>	0,26%

Source : Département des statistiques des Nations Unies, dernières données disponibles

❖ **Contrôle de la majorité des productions et services par le privé ou l'étranger**

Avec plus de la moitié de la production nationale ainsi que les services détenus par le privé ou des entités internationaux, on est dans l'obligation d'affirmer que l'économie haïtienne est même inexistante, car après avoir prouvé que nos seuls recours pour pouvoir maintenir un fonctionnement économique on a dû se tourner vers le tourisme ou une exportation aussi minime soit-il, mais là encore l'état ne possède presque pas d'entreprises de production ou d'hébergement, et avant la prise en otage des prix fixés ainsi que les taxes réduites contre compensation, ces entreprises ne rapportent rien en termes de contribution à l'économie nationale.

Parmi les entreprises majeures privées en termes de services et de production, on peut compter :

- Groupe Délice (agroalimentaire)
- Air Haïti (transport aérien)
- Bongu Steel (sidérurgie)
- Société Générale d'Énergie S.A
- Ciments d'Haïti (industrie du ciment)
- Brasserie Nationale d'Haïti (boissons)

Juste pour citer quelques-uns d'entre eux, ces entreprises représentent plus de 60% de la consommation haïtienne et plus de 20% de l'exportation.

Et la scène internationale rentre en jeux avec ces principaux entreprises implantés en haiti :

- NATCOM(anciennement TELECO une compagnie haïtienne de télécommunication racheté en majorité par Viettel global une entreprise Vietnamienne)
- Digicel : une entreprise de télécommunications irlandaise qui est le principal fournisseur de services de téléphonie mobile en Haïti.
- Sogebank : une banque haïtienne dont les actions sont détenues majoritairement par des investisseurs étrangers, notamment par la Société Générale de France.
- Unibank : une banque haïtienne qui a été rachetée en 2017 par la Banque française Société Générale.

Les entreprises mentionnées ci-dessus ne sont pas les seuls

entreprises privés et internationaux en haïti, par exemple on a FedEx, Coca Cola, Heineken pour ne citer que les plus connues, seulement les listes font référence à des produits identifiés comme étant haïtien sur la scène internationale hormis DIGICEL, mais vu que c'est le fournisseur principal au niveau de la télécommunication elle est mentionnée, néanmoins aucune n'est sous le contrôle de l'état si c'est qu'ils n'ont qu'un infime pourcentage sur les actions. Au cours des années l'état s'est même vu de vendre totalement des entreprises de première nécessité, par exemple LA Brasserie nationale d'Haïti.

3.4 Un pays meurtri par la violence

➤ 3.4.1 Création de bandes armées

La réalité de la situation est que les gangs en Haïti ne fonctionnent pas comme des organisations indépendantes, mais plutôt comme des extensions directes de l'élite politique et économique du pays. Par conséquent, la situation sécuritaire actuelle en Haïti ne remplace pas un gouvernement qui s'est effondré ; c'est plutôt la progression naturelle d'un système démocratique qui se développe depuis près de 70 ans. Dans ce cadre politique, le recours à des acteurs armés non étatiques a toujours été une composante essentielle du maintien du pouvoir. Ceux qui avaient le pouvoir avant de tuer Moïse sont encore, pour la plupart, les mêmes qui ont le pouvoir maintenant, et il est fort probable qu'ils bénéficient du scénario actuel. Ainsi, il est plus exact de désigner les "gangs" eux-mêmes comme des forces paramilitaires. Ces "gangs" sont vraiment des mercenaires qui donnent des services militaires et violents à l'élite politique et financière, qui font des profits énormes en raison de leur association avec les "gangs."

Dans les années 1960, alors que la dictature de Duvalier était au pouvoir en Haïti, le dictateur François Duvalier a établi ses forces volontaires "Tonton Macoute" pour terrifier les opposants politiques et contrôler l'armée. Cela a marqué le début de l'utilisation d'acteurs armés non étatiques dans la politique haïtienne.

Aristide a formé ses "chimères" pour fournir un contrepoids contre les forces de ses rivaux, qui étaient composés des familles riches et traditionnellement puissantes d'Haïti. Pendant le deuxième régime Aristide dans les années 2000, les "gangs" sont devenus les pièces les plus importantes dans les jeux politiques. Aujourd'hui, les grands gangs sont des ressources vitales tant pour les partis politiques en lice en Haïti que pour l'élite riche du pays. Ces familles riches ont atteint un niveau beaucoup plus élevé que la "bourgeoisie" typique, avec des valeurs nettes qui sont d'au moins 500 millions de dollars et parfois beaucoup plus. Ils ont autorité sur une partie importante du secteur privé, y compris de nombreuses entreprises. À titre d'exemple, Clifford Brandt, héritier de la riche famille Brandt, a dirigé un réseau d'enlèvement composé de policiers actifs et à la

retraite et a gagné plusieurs millions de dollars. Sa famille a des liens fréquents avec Michel Martelly, qui a déjà été Président d'Haïti. On suppose que le magnat des affaires haïtien Reginald Boulos est le principal bailleur de fonds du gang G-Pèp, qui est le principal adversaire du gang G9 de Barbecue. Il y a donc des liens évidents entre le secteur gouvernemental, le secteur commercial et l'activité des gangs en Haïti. UN documentaire tourné dans les bas fond du quartier cité soleil à Port-au-Prince en 2004, nous a donné un point de vue du côté des bandit (chimères) de cité soleil, leur réalité, comment ils se font payé et par qui transitent les ordres d'exécution, soit de terreur ou d'attaques contre des institut privés ou publiques. Le problème avec la création de ces bandes armées, à part le fait que ce soit du terrorisme local de la part de ces bourgeois et hommes politiques, c'est qu'une fois leur volonté exaucée il est difficile voire même impossible de convaincre ces bandits de déposer les armes tant leur soif de pouvoir et appât du gain grandissant, donc ils deviennent non seulement un danger réel pour la société, mais aussi pour la stabilité, car quand ils ne sont plus financés par ces acteurs, ils se rabattent sur le kidnapping, l'extorsion et autres activités pour pouvoir subvenir à leurs besoins et maintenir un certain style de vie qu'ils s'étaient octroyés en travaillant pour les plus riches.

Il existe, pas loin de 94 gangs armés dans la capitale, il serait presque impossible de les nommer tous mais parmi les plus puissants on retrouve 400 Mawozo installés à Croix des bouquets dirigés par « Lanmo san jou », Baz 5 second installé à village de Dieu (Martissant) dirigé par Izo, le groupe G9 installé à Delmas dirigé par Jimmy Cherizier ainsi connu sur le nom de Barbecue pour citer les plus connus.

C'est vrai qu'avec l'inflation qui dégénère, faute au déséquilibre entre l'importation et l'exportation l'accès à la nourriture at autres besoin se fait plus difficile, on doit ajouter l'explosion des prix sur le compte de l'extorsion des ces groupes sur les principaux routes d'accès à la capitale. Et la présence des ces groupe menace le plan de secours de l'économie haïtienne qui est le tourisme, 2 questions reste à se poser, quelle est la prochaine étape ? et y a-t-il une solution face à ce fléau ?

➤ 3.4.2 **Introduction d'armes et de munition sur le territoire national**

En ce qui concerne les armes à feu en haiti, la plupart viennent des Etats-Unis et sont acheminé en haiti par voie maritime soit en passant par la Jamaïque ou la république dominicaine, des fois directement des Etats-Unis (floride), maintenant en ce qui concerne l'accès aux quais haïtiens, on a encore recours à la corruption, des fois à grande ou à petite échelle dépendamment de la cargaison.

Depuis plus de 20 ans maintenant on sait comment sont acheminés les armes et les munitions vers haiti, et par quel moyen ils atteignent le territoire national, mais on n'a toujours pas trouvé une solution à la question. Alors une question se

pose, est-ce que qu'on a vraiment aucune solution ou bien le manque d'action à cet effet est volontaire dans le but de maintenir un business florissant, ou bien le contrôle des quai n'est pas du ressort de l'état ? tant de question dont les réponses nous aideraient bien à comprendre tant de choses et porter beaucoup de solutions a des problèmes mais ces questions ne sont même pas posés, tout ce que l'on sait c'est que de temps en temps il y a une ou 2 saisis d'armes ou de munitions sur les quais ou sur la frontière entre Haiti et la république dominicaine depuis bientôt 10 ans, mais on semble ne faire aucune avancée autre que les saisis. Entre temps près de 4 à 5 fois la quantité saisi réussit à passer pour pouvoir armer toutes ces groupes. On parle entre autres d'armes de poing, fusils d'assaut et mitrailleuses de gros calibre peut aller de 500\$ US jusqu'à 25000\$ US l'unité sans compter les boites de munitions des gilets tactiques etc... Haiti est devenu au cours du dernier décennie un marché florissant pour les trafiquants d'armes.

Une succession de scandales récents en Haïti impliquant le trafic d'armes, y compris la découverte d'armes à feu dans un conteneur de transport classé comme contributions de l'église, a attisé la fureur sur un approvisionnement régulier d'armes à feu des États-Unis, qui alimente la violence des gangs dans le pays. Le 14 juillet 2022, l'agence douanière d'Haïti a saisi des conteneurs d'expédition contenant 18 "armes de guerre", quatre armes de poing et près de 15,000 cartouches. Ces articles ont été expédiés des États-Unis à l'Église épiscopale d'Haïti. L'Église épiscopale d'Haïti a déclaré que les documents étaient falsifiés et qu'ils n'avaient rien à voir avec les conteneurs. Un procureur de l'État et un avocat chevronné qui, selon les allégations dans les médias, ont travaillé comme conseiller du ministre de la Justice ont tous deux été arrêtés ce mois-ci par la police qui enquêtait sur l'importation illégale d'armes à feu. Selon les Nations Unies, plus de 471 personnes ont été tuées, blessées ou portées disparues au cours d'une bataille de territoire qui s'est déroulée entre le 8 et le 17 juillet 2022 dans la ville de Cite Soleil. Les armes qui ont été apportées en Haïti illégalement sont fréquemment utilisées dans des guerres de gangs comme celle-ci, qui a eu lieu dans le même période.

Selon un rapport publié par les Nations Unies en 2020, on estime que plus de 270,000 armes à feu illégales étaient en circulation en Haïti. Cependant, la Commission nationale pour le désarmement, le démantèlement et la réintégration CNDDR en Haïti a estimé que le nombre pourrait atteindre 500,000.

Les États-Unis, qui sont le plus grand fournisseur d'armes à feu au monde, sont une source importante d'armes illicites qui sont introduites clandestinement en Haïti.

➤ 3.4.3 L'incapacité des forces légales à maintenir la paix

Haiti a toujours eu une histoire d'insécurité, il y a eu des moments plus critiques que d'autres comme en 2004 avec le départ de l'ex-président Jean Bertrand Aristide, il a fallu l'intervention des nations-unies avec la MINUSTAH (Mission des nations - unies pour la stabilisation haïtienne). En 2008 après une pénurie de ressources alimentaires qui a servi d'excuses à certaines bandes armées pour sortir de l'ombre, ou encore après le tremblement de terre en 2010, avec un manque d'infrastructures, les bureaux détruits et le manque d'effectifs des forces locales pour porter assistance à la population la violence s'est accroît de façon exponentielle, et ne s'est plus stabilisé jusqu'à la situation critique que l'on connaît aujourd'hui.

Plusieurs facteurs rentrent en compte quant à la raison pour laquelle les forces de l'ordres ne peuvent maintenir la paix ou même rivaliser avec les bandes armées

La première raison est basique, Les policiers n'ont pas un entraînement adéquat, leur formation se fait à la va vite et manque de réalisme donc ne sont pas prêts physiquement aussi bien que psychologiquement, beaucoup de jeunes policiers se trouvent dans des situations auxquelles ils n'ont pas été entraînés à faire face, donc se retrouvent à court d'options et submergés par la peur, l'irrationalité prend le dessus et ils commettent des erreurs qui peuvent leur être fatales et être fatales à leur coéquipier.

La deuxième raison est une question d'effectifs, on a un total de 15500 policiers pour une population de 11.45 millions d'habitants recensée en 2021 donc on revient avec un ratio d'un policier pour environ 738 habitants tenant compte que certains corps de la police nationale d'Haïti (PNH) ne sont pas formés ni équipés pour des confrontations contre des gens armés par exemple la police touristique (Politour) formés essentiellement pour porter assistance dans des zones résidentielles ou il y a une forte concentration de touristes.

La troisième raison est d'autant plus sérieuse, celle le manque d'équipements et de main d'œuvre, on a des policiers moins armés face à des bandits munis d'AK-47, d'AR-15 De mitrailleuses etc., les policiers de leur côté font face à des véhicules qui tombent en panne en pleine intervention, des blindages de fortune, des armes qui se raillent, des gilets défectueuses et des grenades tactiques qui ne fonctionnent pas, tant de problèmes logistiques qui fait pencher la balance vers l'échec lors d'interventions ou de rencontres surprises avec des bandes armées.

La dernière raison apporte autant de honte que de tristesse, des agents doubles au sein même de la direction de la police et du gouvernement, du coups des informations fuient à propos du déroulement d'enquêtes en cours aussi sur le déroulement d'interventions, etc. À titre d'exemple on a l'opération menée par la police le 12 mars 2021 à village Dieu contre le Chef Izo et sa bande, les bandits ont été prévenus de l'opération, sur le plan, les effectifs, ils ont même une des infos

sur quels types de véhicules seront utilisées, ils ont pu se préparer en conséquence, l'opération s'est soldée par un échec total, 5 policiers ont été tués pour seulement 2 blessés dans le camp des bandits.

Toutes ces raisons conduisent à des difficultés de recrutement parce que depuis plus d'une décennie s'enrôler dans la police revient à s'assurer de mourir jeune, bien que ce ne soit pas toujours le cas, mais cette pensée n'est pas sans fondement. Une autre des grandes questions parmi lesquelles on doit répondre si on veut améliorer la situation en Haïti. Peut-on garantir la sécurité de nos agents de police et du même coup de la population haïtienne ?

Malgré la tentative de l'ex-président Joseph Michel Martelly de refonder l'armée Haïtienne ils ne sont eux-mêmes encore capables de porter leur support sur le territoire national. Donc on est techniquement sans défense face à la menace du banditisme en Haïti.

3.5 L'organisation des nations-unies (ONU), le CARICOM et les ONG

➤ 3.5.1 La Mission des nations unis pour la stabilisation haïtienne (MINUSTAH-ONU)

En juin 2022, on a compté 193 pays membres des Nations Unies (ONU), Il a été créé le 24 octobre 1945 à la suite de l'adoption de la Charte des Nations Unies, qui avait été signée le 26 juin 1945 par des représentants de 51 États différents. Il a succédé à la Société des Nations dans ce rôle.

Le maintien de la paix et la protection de la sécurité internationale sont les principales priorités de l'organisation. Pour ce faire, il travaille à la protection des droits de la personne, à l'aide humanitaire, au développement durable et à la garantie du droit international. En outre, il possède des pouvoirs spécifiques tels que l'établissement de sanctions internationales et l'intervention militaire pour atteindre ces objectifs.

Depuis sa création en 1945, Haïti est membre fondateur. En 1948, Haïti a été l'un des principaux contributeurs à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). Cela était largement dû aux efforts du Sénateur Emile Saint-Lot, un politicien haïtien qui a servi de rapporteur pour le Comité de rédaction de la DUDH. De plus, Haïti a été l'une des premières nations à devenir membre de l'UNESCO en 1946. Un projet dans le domaine de l'éducation a été réalisé dans les communautés de Marbial et Lafond à Jacmel en 1947. Cela faisait partie de l'un des premiers cas où les Nations Unies ont collaboré avec Haïti. Le programme a été réalisé en coopération avec l'UNESCO.

La résolution 940 (1994) du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée en juillet 1994, autorisait le déploiement d'une force multinationale de 20000 membres. Le but de cette force était de faciliter le retour rapide des autorités

haïtiennes légitimes, de maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays, et de promouvoir l'état de droit. La force multinationale a été suivie par une série de missions successives de l'ONU de 1994 à 2001, y compris la MINUHA, qui a assumé toutes ses fonctions en mars 1995, la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUA). La Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITNUH) et la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH).

En Réalité la première mission aurait été mandaté en septembre 1993 sous l'appellation la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA), mais la force militaire haïtienne alors, jugeant qu'il n'y aurait aucune raison d'engager une mission de la sorte a fait barrage donc ils n'ont pas pu se déployer sur le territoire.

Leur seconde mission a été en 2004 après le coup d'état contre l'ex président haïtien Jen Bertrand Aristide, pour faire face au conflit que cet événement a laissé. Le 29 février au soir, le Représentant permanent d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies a présenté la demande d'assistance du Président intérimaire, par laquelle l'autorisation était donnée aux contingents internationaux d'entrer en Haïti. Grace à l'adoption de la résolution de 1529. La MINUSTAH est rentrée en exercice sur le territoire haïtien. La force comprenait 2 366 militaires et 2 533 policiers, avec l'aide d'employés civils étrangers, d'un personnel civil local et de volontaires des Nations Unies.

La MINUSTAH a toujours été la réponse immédiate mais à court terme de l'ONU aux problèmes d'insécurité sur le territoire national haïtien, elle caractérisée par le déploiement de soldats étrangers sur le territoire dans le but de rapporter l'ordre et la paix dans un pays instable après un évènement politique majeure.

Ils ont été au milieu de beaucoup de scandales au cours de leur mandat qui a duré 13 ans (2004-2017), déjà lors de leur arrivée en 2004 ils ont dû intervenir dans la zone qui habitait le plus de bandits dans la capitale, c'est-à-dire, à Cité soleil, et leur affrontement avec les bandit a fait beaucoup de dommages collatéraux, les bandits utilisaient des civils comme boucliers humains et les agents de la MINUSTAH n'ont pas su faire la différence, alors il y a eu beaucoup de morts et de blessés dans la population, comprenant hommes, femmes, et enfants. en suite ils ont été suspectés d'avoir apporté le choléra en Haïti puisqu'en 2010 après le séisme il y a eu un changement d'équipe, les Brésiliens qui assuraient la mission de la MINUSTAH ont dû partir en laissant leur place au SRI-LANKAIS et que les premières contamination ont été recensées au même moment de cette changement de personnel, ils ont été accusés de viol sur des femmes haïtiennes, mineures inclus, de vol, de corruptions et de meurtre.

On peut néanmoins attribuer à la MINUSTAH l'assistance pour la lutte contre le kidnapping qui s'est vu diminuer à plus de 95% entre 2004 et 2013, et le gain de contrôle de certains territoires par la police avec l'assistance de la MINUSTAH

comme Martissant en 2006 et le reste de la zone métropolitaine entre 2006 et 2008.

Haiti aurait besoin d'une solution au long terme, un entraînement adéquat de notre force de police, des équipements, des supports psychologiques et le financement des recrutements, ainsi que de véhicules tactiques, des consultants en sécurité faisant des update sur les méthodes d'intervention, même au niveau de l'armée d'Haiti (FAD'H).

➤ 3.5.2 **Rapport d'haiti avec le CARICOM**

La Communauté des Caraïbes, souvent appelée CARICOM, est une organisation intergouvernementale qui sert d'union politique et économique pour ses 15 pays membres, tous situés dans les Caraïbes. Ce groupe comprend 14 États-nations et un État dépendant. Ils ont pour objectifs principaux la promotion de l'intégration économique et de la collaboration entre ses membres, la garantie que les avantages de l'intégration sont équitablement répartis et la coordination de la politique étrangère. Le traité de Chaguaramas a été signé par les quatre premiers membres de l'organisation en 1973, la Barbade, Jamaïque, ; La Guyane, Trinidad et Tobago, marquant le début de son existence.

Le siège du secrétariat se trouve à Georgetown, en Guyane. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a obtenu le statut d'observateur aux Nations unies.

La CARICOM est composée de toutes les nations insulaires anglophones indépendantes, ainsi que du Belize, du Guyana et de Montserrat. De plus, toutes les autres îles des Caraïbes britanniques et les Bermudes sont membres associés de la CARICOM. La CARICOM a été fondée par les régions anglophones des Caraïbes. Jusqu'aux années 1990, l'anglais était la seule langue utilisée à des fins commerciales. Une fois que le Suriname, qui est néerlandophone, a rejoint l'organisation en 1995 et Haïti, qui est francophone et créole haïtien, a rejoint en 2002, l'organisation est devenue multilingue. En outre, l'espagnol est devenu la quatrième langue officielle du pays en 2003. La CARICOM a annoncé en juillet 2012 qu'elle envisageait de créer des langues officielles françaises et néerlandaises. La notion de marché unique pour la Communauté des Caraïbes a été transformée en 2001 en Marché unique et économie des Caraïbes après la signature d'un traité révisé de Chaguaramas par les chefs de gouvernement. Cela a ouvert la porte à la transformation. La création et le fonctionnement de la Cour de justice des Caraïbes sont facilités par une disposition du traité actualisé.

Le 6% du budget qu'Haïti donne à la Communauté chaque année est égal à 500,000 dollars américains. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) et la République d'Haïti (RD) ont signé un accord de libre-échange le 22 août 1998.

La Communauté des Caraïbes a pris acte des efforts entrepris par divers groupes de parties prenantes haïtiens, à partir de 2021, pour négocier des accords politiques dans le but de contribuer à la résolution de la longue impasse politique.

Cela comprend l'entente la plus récente, qui a été portée à l'attention du public par le premier ministre temporaire le 21 décembre 2022.

La CARICOM encourage vivement toutes les parties concernées à négocier ensemble un accord de compromis afin de parvenir à un consensus. La Communauté continue d'être désireuse et prête à contribuer à la réalisation de cet objectif et, à cet égard, au cours des dernières semaines, elle a commencé à recueillir des informations auprès des parties prenantes haïtiennes concernant leur désir d'assister à une réunion dans un pays membre de la CARICOM.

➤ 3.5.3 **La mission des ONG en Haïti**

Haïti depuis de nombreuses années a été le théâtre de nombreuses ONG les plus importants les uns des autres, malheureusement avec notre condition de détresse continue à cause de nombreuses catastrophes en chaîne qui déferlent sur l'île ainsi que les situations d'insécurité, on a besoin de toutes les assistances possibles.

Malgré le fait que la corruption et le mal gestion des stocks empêche très souvent la population de jouir des aides apportées par ces acteurs.

Certains de ces ONG ont travaillé pendant une courte période et d'autres pendant plusieurs années. Voici quelques-unes des ONG qui ont travaillé en Haïti :

- Médecins Sans Frontières (MSF) a été fondée en 1971 par un groupe de médecins et de journalistes français, dirigé par le médecin Bernard Kouchner. est présent depuis plus de 15 ans sur le territoire national, qui a été d'une aide immense surtout lors du séisme du 12 Janvier 2010
- Action Contre la Faim (ACF) a été fondée en 1979 par un groupe de médecins et d'intellectuels français en réponse à la crise humanitaire causée par la guerre en Afghanistan. Les fondateurs de l'organisation ont travaillé ensemble pour fournir de l'aide alimentaire d'urgence aux populations touchées par le conflit. EN haïti depuis 1985
- Oxfam a été fondée en 1942 en Grande-Bretagne par un groupe de quakers et d'intellectuels soucieux de faire face aux problèmes de la famine en Grèce pendant la Seconde Guerre mondiale. Présent en haïti depuis 1978
- CARE International a été fondé en 1945 aux États-Unis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour répondre aux besoins humanitaires des populations européennes touchées par la guerre. Au départ, CARE signifiait "Cooperative for American Remittances to Europe" (coopérative pour les envois américains en Europe), et l'organisation fournissait des colis alimentaires et d'autres fournitures aux populations vulnérables. Opère en haïti depuis 1954

- Save the Children a été fondé en Grande-Bretagne en 1919 par Eglantyne Jebb et sa soeur Dorothy Buxton. L'organisation a été créée en réponse à la crise humanitaire causée par la Première Guerre mondiale, avec pour objectif de fournir une aide alimentaire et médicale aux enfants d'Europe centrale et orientale. Elle travaille en collaboration avec le gouvernement haïtien depuis 1978
- Plan International qui aide les enfants, des filles et des jeunes dans le monde entier. Elle a été fondée en 1937 par John Langdon-Davies et Eric Muggeridge en réponse à la guerre civile espagnole et à la crise humanitaire qui en a résulté. En relation avec la population haïtienne depuis 1973
- World Vision International œuvre pour améliorer les conditions de vie des enfants et des communautés défavorisées dans le monde entier. Elle a été fondée en 1950 par le pasteur américain Bob Pierce, qui a créé l'organisation sous le nom de World Vision Inc. pour aider les enfants orphelins de la guerre de Corée. 1959 grâce au elle s'est établie parrainage de 27 enfants à l'Ebenezer orphelinat à Port-au-Prince. Par la suite, l'organisation a fondé un bureau national en Haïti en 1978.
- Handicap International travaille dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées dans le monde entier. Elle a été fondée en 1982 par deux médecins français, Jean-Baptiste Richardier et Claude Simonnot, en réponse à la crise humanitaire causée par la guerre entre l'Irak et l'Irak. Elles sont intervenues en haïti après le séisme du 12 Janvier 2010
- International Rescue Committee (IRC) travaille pour secourir et reconstruire les vies des personnes touchées par les conflits armés et les catastrophes naturelles dans le monde entier. Elle a été fondée en 1933 à la demande d'Albert Einstein en réponse aux persécutions nazies contre les intellectuels et les activistes politiques en Europe. Elles on répondu présent après le séisme du 12 Janvier
- Catholic Relief Services (CRS) est une organisation humanitaire catholique internationale qui travaille pour aider les pauvres et les personnes vulnérables dans le monde entier. Elle a été fondée en 1943 par la Conférence des évêques catholiques des États-Unis en réponse à la crise humanitaire causée par la Seconde Guerre mondiale. Elle est active sur le territoire national pendant plus de 50 ans

Pour citer les plus connus, cependant, cette liste n'est pas exhaustive et il y a de nombreuses autres ONG qui ont travaillé en Haïti et continuent de le faire.

Seule la durée de ces ONG sur le territoire explique le fait que la situation n'a jamais amélioré a un point d'accuser une autosuffisance, et malgré leur présence

il y a toujours des difficultés à avoir accès à des services, combler des besoins etc.
Le seul problème c'est que beaucoup de ces ONG(non mentionnées) opère sur la base d'une relation de confiance avec le gouvernement haïtien donc ils ne sont pas vraiment sujets à des contrôle, donc très souvent ils déclare dépenser des sommes en faisant des don et offrants soins et nourritures mais les études sur le terrain témoignent le contraires.

Troisième Chapitre

3.6 La situation Post-séisme

➤ 3.6.1 Situation Politique

Le 12 janvier 2010, un violent séisme de magnitude 7,0 a frappé Haïti, provoquant d'énormes destructions et pertes en vies humaines. L'épicentre du séisme se trouvait à environ 25 kilomètres à l'ouest de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, et le tremblement de terre a été ressenti dans tout le pays.

Le bilan officiel des pertes humaines a été estimé à environ 230 000 morts, avec plus de 300 000 personnes blessées et plus d'un million de personnes déplacées. Les destructions ont été massives, avec des milliers de bâtiments détruits, y compris des maisons, des écoles, des hôpitaux et des édifices publics. Le séisme a déclenché une immense opération de secours international, avec des organisations humanitaires et des pays du monde entier apportant leur aide. Les opérations de secours ont été difficiles en raison de l'étendue des destructions, des défis logistiques et de l'instabilité politique en Haïti. Cependant, de nombreux organismes humanitaires ont fourni une assistance vitale aux personnes touchées, notamment en fournissant des soins médicaux d'urgence, de l'eau potable, de la nourriture et un abri temporaire.

Malgré les efforts internationaux, la reconstruction a été lente et difficile en raison des défis économiques et politiques en Haïti. Plus de dix ans après le séisme, de nombreuses personnes continuent de vivre dans des conditions précaires, sans accès à des services de base tels que l'eau potable, l'assainissement et les soins de santé. Mais malheureusement ce ne sont pas les seuls dommages provoqués par le séisme, avec les aides proposées par des ONG et d'autres gouvernements, beaucoup de politiciens haïtiens ont vu une opportunité à se faire de l'argent sur la souffrance du peuple pourtant en détresse, et avec les infrastructures affaiblies, des gens disparus, des chefs d'états n'ayant pas répondu présents après qu'il y ait eu autant de morts, la reconstruction d'un gouvernement fonctionnel a été désastreuse et non méthodique, le pays s'est retrouvé avec des politiciens incompetents et avare à la tête des fonctions importants. Un combat indirect pour le pouvoir, empêche nos politiciens à travailler de concert pour ce qui est le plus important c'est-à-dire la population haïtienne.

En 2021, Le pays a été confronté à une crise politique majeure avec l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet de cette année-là. Depuis lors, le pays est dirigé par un gouvernement intérimaire, tandis que les tensions politiques et les violences persistent dans le pays. Les troubles politiques ont eu un impact négatif sur la vie quotidienne de la population, notamment en matière de sécurité, de services publics et de développement économique. Depuis le gouvernement

intérimaire du premier Ministre Ariel Henry, La situation empire, surtout qu'il devait organiser des élections depuis mars 2022 mais n'ai jamais entrepris aucune action à cet effet.

➤ 3.6.2 **Situation économique**

L'état de l'économie d'Haïti se caractérise par des obstacles considérables, notamment des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité socioéconomique, ainsi qu'un degré élevé de dépendance à l'égard des importations. Une partie importante de la population vit dans des conditions précaires et a un accès limité aux commodités fondamentales telles que l'eau potable, l'assainissement, les soins médicaux et les possibilités d'éducation, contribuant au faible PIB par habitant du pays, qui se classe parmi les plus bas au monde.

L'industrie agricole est une base de l'économie haïtienne, employant environ 50% de la population active et produisant environ 25% du PIB. Pourtant, la production agricole est médiocre en raison d'une combinaison de problèmes comme le manque d'investissement dans les infrastructures, la dégradation de l'environnement, les conséquences du changement climatique et les problèmes liés à la gestion des terres. En outre, l'industrie industrielle est peu développée, caractérisée par une faible productivité et un manque de variété. La dépendance d'une nation à l'égard des importations de produits manufacturés a non seulement un effet négatif sur la balance commerciale, mais aussi sur la stabilité économique de la nation.

Haïti est en proie à une dette publique importante ainsi qu'à des problèmes de mauvaise gouvernance économique, tels que la corruption endémique, le gaspillage des dépenses publiques et le manque de transparence.

Le tremblement de terre catastrophique qui s'est produit en Haïti le 12 janvier 2010 a eu un effet important sur l'économie du pays, aggravant les problèmes qui existaient auparavant. La dévastation généralisée des infrastructures, des bâtiments, des routes et de l'équipement a entraîné d'importantes pertes économiques. Ces pertes sont estimées à plus de 7 milliards de dollars, soit environ 120 % du PIB avant le séisme.

Depuis, l'économie d'Haïti est aux prises avec des problèmes persistants, comme une inflation excessive, une dépréciation de la monnaie nationale et une forte dépendance à l'égard des importations. L'industrie agricole a été particulièrement touchée, car une quantité importante de terres a été dégradée et les installations de production ont été détruites.

➤ 3.6.3 **La sécurité collective**

La sécurité est devenue l'une des préoccupations les plus pressantes du pays. Les conséquences du tremblement de terre ont eu une incidence négative importante sur la sécurité du pays dans son ensemble, comme en témoignent les taux élevés d'activité criminelle, de violence et d'insécurité dans les régions directement touchées.

À la suite du séisme, plusieurs structures, y compris des prisons, ont été détruites et leurs occupants ont été libérés. L'existence de gangs et d'organisations armées dans la région, qui ont capitalisé sur l'inefficacité de l'appareil de sécurité du gouvernement haïtien afin d'élargir leurs sphères de contrôle, a aggravé la situation. Le tremblement de terre a provoqué le déplacement de milliers de personnes, conduisant à l'établissement de camps de réfugiés dans lesquels les circonstances de vie étaient extrêmement instables et le niveau de danger était élevé. Dans ces camps, on a signalé des incidents violents comme des viols, des cambriolages et même des meurtres. La situation est beaucoup plus difficile à gérer en raison de problèmes de gouvernance, d'instabilité politique et de corruption. Les organisations criminelles et les gangs continuent d'être un problème dans certaines parties du pays, et le manque de sécurité dans les régions rurales est également une source d'inquiétude.

Le vol à main armée est assez courant. Les criminels en moto et armés agressent souvent leurs victimes en plein jour. Certaines agressions ont fait des morts. Les assaillants armés d'armes ont ciblé spécifiquement les conducteurs isolés qui sont coincés dans les trafics.

Tout le monde en Haïti, quelle que soit son rang ou sa position sociale, est susceptible d'enlèvement. Des enlèvements de personnes étrangères, comme des enfants, des missionnaires et des travailleurs humanitaires, ont eu lieu à l'occasion, malgré le fait que de tels incidents soient très rares. La majorité des victimes ont été libérées après qu'une rançon a été payée pour leur libération. D'autre part, il y a eu des incidents isolés où des victimes ont disparu ou ont été assassinées. La vigilance extrême devient le mantra de la population partout au pays, particulièrement près des lieux de résidence.

➤ 3.6.4 **L'éducation**

Au cours de son histoire, le système éducatif en Haïti a été frappé par des difficultés considérables. La population adulte de la nation a l'un des taux d'analphabétisme les plus élevés de la région, avec près de la moitié de la population incapable de lire ou d'écrire.

Les enfants en Haïti sont censés passer neuf ans à l'école, mais la majorité d'entre eux n'ont pas accès à une bonne éducation et doivent faire face à des obstacles tels que des installations scolaires inadéquates, des instructeurs qui ne sont pas bien préparés et un manque de ressources financières. Les taux d'inscription et de

réussite à l'école primaire n'ont jamais été aussi bas.

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010 a causé des dommages importants au système éducatif du pays, car il a entraîné la perte d'un grand nombre d'écoles et une panne de l'ensemble de l'infrastructure éducative. Des efforts ont été faits pour restaurer les écoles qui avaient été dévastées par le séisme et offrir du matériel éducatif aux élèves qui avaient été touchés par celui-ci. D'autre part, l'éducation en Haïti continue de lutter contre un certain nombre d'obstacles, tels que le manque d'investissement financier dans le secteur, la pauvreté généralisée et les problèmes de sécurité dans certaines parties du pays. La communauté internationale et le gouvernement haïtien ont collaboré aux efforts visant à améliorer la qualité de l'éducation en Haïti par la fourniture de ressources éducatives et la mise en œuvre de programmes de formation des enseignants.

Les taux d'abandon scolaire en Haïti sont élevés. Selon les données de l'UNESCO de 2015, environ 40% des enfants haïtiens abandonnent l'école primaire, tandis que seulement environ 20% des enfants haïtiens achèvent l'enseignement secondaire.

Selon les données de l'UNESCO de 2018, le taux de scolarisation primaire net en Haïti était de 76%, tandis que le taux de scolarisation net du secondaire était de seulement 21%. Le taux de scolarisation net représente le pourcentage d'enfants d'âge scolaire (en général, de 6 à 11 ans pour le primaire et de 12 à 17 ans pour le secondaire) qui sont inscrits dans une école.

Les dépenses publiques pour l'éducation en Haïti sont faibles. En 2019, le gouvernement haïtien a alloué seulement 12,5% de son budget national à l'éducation.

Le salaire des enseignants en Haïti est également faible. En 2019, le salaire minimum des enseignants était d'environ 350 dollars américains par mois.

Les écoles en Haïti manquent souvent d'infrastructures de base. Selon les données de l'UNESCO de 2019, seulement 42% des écoles primaires et 33% des écoles secondaires en Haïti disposent d'électricité.

Les écarts entre les sexes en matière d'éducation sont encore importants. Selon les données de l'UNICEF de 2020, le taux de scolarisation net des filles en Haïti était inférieur à celui des garçons pour toutes les tranches d'âge. Par exemple, pour les enfants d'âge primaire, le taux de scolarisation net des filles était de 70%, tandis que celui des garçons était de 81%.

Ces statistiques montrent que l'éducation en Haïti est confrontée à des défis importants, notamment des taux d'abandon élevés, des investissements insuffisants dans l'éducation et des écarts entre les sexes en matière d'accès à l'éducation.

En conclusion, l'éducation en Haïti est un domaine qui nécessite une attention soutenue et des investissements significatifs pour surmonter les défis persistants et fournir une éducation de qualité aux enfants haïtiens.

➤ 3.6.5 **Le tourisme**

Le tourisme en Haïti est une industrie en développement, bien que le pays ne soit pas encore une destination touristique majeure. Avant le séisme de 2010, le tourisme était en croissance, mais l'industrie a subi un coup dur en raison des destructions massives causées par le tremblement de terre.

Malgré cela, Haïti dispose d'un certain nombre d'atouts touristiques, notamment des plages magnifiques, des sites historiques et culturels uniques, et une nature spectaculaire. Le pays est également connu pour son patrimoine artistique et musical, ainsi que pour ses festivals et ses célébrations vibrantes.

Les destinations touristiques populaires en Haïti incluent la citadelle de La Ferrière, une forteresse du XIXe siècle située dans les montagnes du nord, le parc national de la Citadelle et le palais de Sans-Souci, qui ont tous deux été classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, et les plages de Port-au-Prince, Jacmel et Labadee.

Cependant, le tourisme en Haïti est confronté à plusieurs défis, notamment la perception négative de l'image du pays, en particulier en matière de sécurité et d'instabilité politique, ainsi que des infrastructures touristiques limitées et des services de transport peu développés.

En outre, la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur le tourisme dans le monde entier, y compris en Haïti, qui a vu une baisse importante du nombre de visiteurs étrangers. Malgré ces défis, le gouvernement haïtien et les acteurs du tourisme continuent de travailler pour développer l'industrie touristique et améliorer l'image du pays en tant que destination touristique sûre et attrayante.

En 2019, Haïti a accueilli environ 500 000 visiteurs étrangers, ce qui représente une augmentation de 20% par rapport à l'année précédente. Les visiteurs étrangers en Haïti viennent principalement des États-Unis, du Canada, de la France, de la République dominicaine et d'autres pays de la région. Le tourisme en Haïti emploie directement environ 70 000 personnes et contribue à hauteur de 5% au PIB du pays. Le secteur hôtelier haïtien est relativement petit, avec environ 1 200 chambres d'hôtel dans tout le pays.

Avec une baisse significative du nombre de visiteurs étrangers en 2020. Le gouvernement haïtien a pris des mesures pour soutenir l'industrie, notamment en réduisant les taxes sur les vols internationaux et en fournissant des prêts aux entreprises touristiques.

3.7 Conclusions

Haiti a toujours eu une connexion au cours des années avec les deux pays, tout au cours de l'exposé, on a pu voir comment ils ont réagi au détriment de la population haïtienne, bien qu'ils ont tenté quelques actions pour nous aider, ça n'a pas marché, à moins que la situation haïtienne arrange ces deux pays, ils devraient commencer à proposer des solutions à long terme, efficaces et surtout accessibles.

Pour aider Haïti sur le long terme, la France peut envisager de mettre en place des initiatives de développement durable dans le pays, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'environnement et de l'infrastructure.

En matière d'éducation, la France peut aider à renforcer les systèmes éducatifs en Haïti, en fournissant des ressources pédagogiques et en formant des enseignants locaux. Cela permettra d'améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants haïtiens, qui sont souvent confrontés à des obstacles tels que la pauvreté, la violence et la corruption.

En matière de santé, la France peut contribuer à améliorer l'accès aux soins de santé de base, en mettant en place des programmes de vaccination, de dépistage et de traitement des maladies courantes, ainsi qu'en formant des professionnels de la santé.

En matière d'agriculture, la France peut aider à développer des programmes agricoles durables pour aider les agriculteurs haïtiens à augmenter leur production alimentaire, tout en préservant les ressources naturelles. Cela peut inclure la formation des agriculteurs aux pratiques agricoles durables, la fourniture de semences et d'outils, ainsi que le développement de chaînes d'approvisionnement durables pour les produits agricoles.

En matière d'environnement, la France peut aider à promouvoir la conservation et la gestion durable des ressources naturelles en Haïti, en travaillant avec les communautés locales pour protéger les forêts, les rivières et les habitats naturels, et en promouvant des pratiques agricoles et industrielles respectueuses de l'environnement.

Enfin, LA France pourrait considérer le remboursement des 21 milliards de dollars de dettes injustifiées imposé à Haiti pour la reconnaissance de son indépendance.

La relation entre Haïti et les États-Unis a été marquée par l'histoire de l'interventionnisme américain dans les affaires haïtiennes, ainsi que par l'émigration haïtienne vers les États-Unis.

Les États-Unis ont occupé Haïti militairement de 1915 à 1934, en invoquant la

nécessité de restaurer l'ordre et la stabilité dans le pays. Pendant cette période, les États-Unis ont pris le contrôle de l'administration haïtienne, en imposant des réformes économiques et politiques, et en supprimant les mouvements nationalistes haïtiens.

Depuis lors, la relation entre Haïti et les États-Unis a été souvent tumultueuse, avec des périodes de coopération et de conflit. Les États-Unis ont souvent joué un rôle important dans les affaires haïtiennes.

Cependant, la relation entre Haïti et les États-Unis a également été marquée par des interventions militaires, des ingérences politiques et des pressions économiques. Ces actions ont souvent été critiquées pour leur manque de respect de la souveraineté haïtienne et pour leur impact négatif sur la stabilité et le développement du pays.

Les États-Unis peuvent aider Haïti sur le long terme en s'engageant dans des initiatives de développement durable, en travaillant en partenariat avec le gouvernement haïtien, la société civile et les communautés locales.

Le programme lancé par le gouvernement américain invitant les Haïtiens à émigrer vers les États-Unis semble intéressant, mais ne présente pas une solution à notre problème et surtout à beaucoup de failles, combien d'Haitiens peuvent effectivement se rendre aux États-Unis ? C'est quoi le plan pour ceux qui ne peuvent pas ? Et l'insécurité ? Le plan serait-ce de vider le pays ? Le pays a besoin de solutions concrètes et surtout durables.

Comme mentionné avant, une aide militaire serait un bon investissement, une assistance tactique aux forces locales, le financement d'infrastructures, et relever la pression économique et politique sur le dos du gouvernement haïtien. Ce serait un bon point de départ.

Bibliographie

- Cap-Haïtien. La “double dette” d’Haïti, c’est-à dire la rançon et l’emprunt pour la payer, a précipité le pays sur la voie de la pauvreté et du sous-développement. Crédit...Federico Rios pour The New York Times À la racine des malheurs d’Haïti - The New York Times
- Paul, Bénédicte (2008) : *Migration et pauvreté en Haïti* Migration et Pauvreté en Haïti: Impacts Économiques et Sociaux des ...
- La réforme de la police nationale et la construction démocratique en Haïti- Isabelle fortin La réforme de la police nationale et la construction démocratique en Haïti
- Haïti à l’épreuve de la démocratisation : faiblesse, reconstruction et réinvention de l’Etat, 1986-2004 Par Jacques Nesi Haïti à l’épreuve de la démocratisation : faiblesse, reconstruction et ...
- Analyse de l’impact du programme petro caribe sur le developement d’haïti - GRAVEUS, Estaniel Analyse de L’Impact du Programme PetroCaribe sur le Développement d’Haïti
- I Xavier do Monte – 2019 Izadora Xavier do Monte • Cluster of Excellence "Contestation of the ...
- G Rivard Piché – Études internationales, 2017 - erudit.org Études internationales – Érudit
- New York times – Plongé dans le double dette d’haïti Plongée dans la Double Dette d’Haïti - The New York Times
- Retour sur 15 années d’échecs de l’ONU en Haïti Par- SNAYDER PIERRE LOUIS 20 octobre 2019 Retour sur 15 années d’échecs de l’ONU en Haïti – AyiboPost
- *History of United States Policy Towards Haiti | Modern Latin America.* (n.d.). A History of United States Policy Towards Haiti | Modern Latin America. Retrieved November 7, 2022, from Haiti: The Haitian Armed Forces (Fad'H) Restored – An Historic ...
- “Clinton E-Mails Point to US Intervention in 2010 Haiti Elections - Center for Economic and Policy Research.” *Center for Economic and Policy Research*, 7 Sept. Clinton E-Mails Point to US Intervention in 2010 Haiti Elections
- “Poverty in Haiti - Wikipedia.” Poverty in Haiti - Wikipedia, 30 May 2015, en.wikipedia.org/wiki/Poverty_in_Haiti.Poverty in Haiti
- “Economic Growth and Agricultural Development | Haiti | U.S. Agency for International Development.” Economic Growth and Agricultural Development | Haiti | U.S. Agency for International Development, 5 Oct. 2022, www.usaid.gov/haiti/agriculture-and-food-security.Agroecology is a poverty solution in Haiti (commentary)
- “Toward the End of Poverty in Haiti.” Toward the End of Poverty in Haiti | United States Institute of Peace, www.usip.org/publications/2008/12/toward-end-

poverty-haiti. Accessed 8 Nov. 2022.www.savethechildren.net

- nicaise, molly. "Why Is Haiti so Poor? Hope Amidst Misery Bob Corbett Explains." Buy Singing Rooster Haitian Coffee, Chocolate, Art Online, 22 May 2022, singingrooster.org/why-is-haiti-poor. molly nicaise, Author at Buy Singing Rooster Haitian coffee, chocolate ...
- "Haitians Overthrow Regime, 1984-1986 | Global Nonviolent Action Database." *Haitians Overthrow Regime, 1984-1986 | Global Nonviolent Action Database*, nvdatabase.swarthmore.edu/content/haitians-overthrow-regime-1984-1986. Accessed 19 Feb. 2023. Haiti: The Haitian Armed Forces (Fad'H) Restored – An Historic ...
- Haitians Demand Civilian Government and Democratic Elections, 1986-88 | Global Nonviolent Action Database." *Haitians Demand Civilian Government and Democratic Elections, 1986-88 | Global Nonviolent Action Database*, nvdatabase.swarthmore.edu/content/haitians-demand-civilian-government-and-democratic-elections-1986-88. Accessed 19 Feb. 2023. View Abstract / Bio
- "9. Haiti (1908-present)." *9. Haiti (1908-present)*, 21 Feb. 2001, uca.edu/politicalscience/dadm-project/western-hemisphere-region/haiti-1908-present. 9. Haiti (1908-present) - Uca.edu
- Fauriol, Georges A. "Good Governance and Corruption in the Caribbean: The Haitian Challenge." *Good Governance and Corruption in the Caribbean: The Haitian Challenge*, www.csis.org/analysis/good-governance-and-corruption-caribbean-haitian-challenge. Accessed 2 Mar. 2023. Good Governance and Corruption in the Caribbean: The Haitian Challenge
- "Corruption in Haiti - Wikipedia." *Corruption in Haiti - Wikipedia*, 6 Mar. 2018, en.wikipedia.org/wiki/Corruption_in_Haiti. Corruption in Haiti - Wikipedia
- "PetroCaribe Scandal: Haiti Court Accuses Officials of Mismanaging \$2 Bln in Aid." *France 24*, 17 Aug. 2020, www.france24.com/en/20200817-petrocaribe-scandal-haiti-court-accuses-officials-of-mismanaging-2-bln-in-aid. PetroCaribe scandal: Haiti court accuses officials of mismanaging \$2 ...
- Times, The Haitian. "The Last Stand for Haiti's Oligarchs?" *The Haitian Times*, 18 Nov. 2020, haitiantimes.com/2020/11/18/the-last-stand-for-haitis-oligarchs. The Last Stand For Haiti's Oligarchs? - The Haitian Times
- OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Données de l'OMC - Informations sur le commerce et les mesures de ...
- Département des statistiques des Nations Unies, dernières données disponibles Division de la statistique | ONU DAES | Nations Unies Département des ...
- Gaestel, Allyn. "Demystifying the Gangs of Haiti." *Inkstick*, 30 Nov. 2022, inkstickmedia.com/demystifying-the-gangs-of-haiti. Demystifying the Gangs of Haiti - Inkstick

- “MINUSTAH Closed After 13 Years of Service | Permanent Missions.” *MINUSTAH Closed After 13 Years of Service | Permanent Missions*, 16 Oct. 2017, www.un.int/news/minustah-closed-after-13-years-service.
- “Caribbean Community - Wikipedia.” *Caribbean Community - Wikipedia*, 1 Feb. 2012, en.wikipedia.org/wiki/Caribbean_Community. Caribbean Community - Wikipedia